

17 septembre 2024 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

BURKINA FASO

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Résumé

Depuis les premières attaques de groupes djihadistes en 2016 au Burkina Faso, les affrontements avec les forces de sécurité et le nombre de pertes civiles n'ont cessé d'augmenter. La situation a continué de se détériorer durant le deuxième semestre 2023 et le premier semestre 2024.

Malgré les offensives terrestres menées par l'armée et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), les efforts déployés pour freiner les avancées des djihadistes n'ont pas abouti à l'endiguement souhaité, les revers se succédant dans plusieurs régions. La mobilisation générale a été prolongée jusqu'au 18 avril 2025. La contestation contre l'autorité du capitaine Ibrahim Traoré monte dans les casernes.

La coopération militaire entre le Burkina Faso et la Russie a été officialisée en janvier 2024. Avec ses voisins malien et nigérien, le Burkina Faso a quitté la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour créer en juillet 2024 la Confédération Alliance des États du Sahel.

Des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales, des médias et des survivants d'attaques accusent très régulièrement les forces de sécurité et les VDP de commettre des exactions et des meurtres contre des civils – en particulier de la communauté peule – soupçonnés de collaborer avec des groupes armés ou de simplement vivre à proximité de ces derniers.

Les enlèvements et enrôlements forcés d'opposants civils comme militaires se multiplient. Plusieurs sources dénoncent la torture utilisée par les autorités dans ce cadre.

Des nouveaux VDP sont apparus dans certaines communes. Ils continuent de jouer un rôle de « pompier pyromane », défendant certaines localités mais attisant surtout les tensions ethniques et les violences des groupes djihadistes.

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM) est l'acteur armé le plus actif dans le conflit régional du Sahel et au Burkina Faso. Il y contrôlerait ou exercerait une influence significative sur de vastes étendues de territoire, menant des actions, notamment des violences de masse, dans onze des treize régions du pays. L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) concentre ses opérations dans la région du Liptako-Gourma.

Les groupes djihadistes sont les auteurs de nombreuses violences, comme des frappes directes sur des représentations emblématiques du pouvoir de l'État, des prises d'otages ou des attaques contre les écoles et des civils. Ils imposent des embargos et des blocus sur des villes et des villages, voire des subdivisions administratives entières. Ils mènent de surcroît une guerre économique dont la population civile est la première victime.

Amnesty International (AI) souligne que toutes les parties au conflit ont perpétré des atrocités contre la population. Pour la période du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) a recensé 1.524 incidents survenus au Burkina Faso. Les affrontements armés et les attaques contre les civils constituent les violences les plus fréquentes.

Un expert de la situation sécuritaire au Sahel estime que les civils sont davantage visés pour leur proximité géographique et leurs liens prétendus avec des groupes djihadistes que sur base de leur appartenance ethnique.

Selon l'ACLED, la région de l'Est a été la plus touchée par l'insécurité (1.878 victimes) suivie par les régions du Sahel (1.692 victimes) et du Centre-Nord (1.409 victimes). Aucune attaque de grande envergure n'a eu lieu dans la capitale depuis plusieurs années mais un risque d'attentat dans cette ville est pointé par plusieurs observateurs.

L'Organisation des Nations unies (ONU) indique en mars 2024 que 6,3 millions de personnes (sur une population de 20 millions) ont besoin d'une assistance humanitaire. En outre, au 31 janvier 2024, 5.400 écoles étaient fermées, 789 formations sanitaires fonctionnaient *a minima* ou plus du tout et plus de deux millions de personnes étaient en insécurité alimentaire.

Summary

Since the first attacks by jihadist groups in Burkina Faso in 2016, clashes with the security forces and the number of civilian casualties have continued to rise. The situation continued to deteriorate during the second half of 2023 and the first half of 2024.

Despite ground offensives by the army and the Volunteers for the Defence of the Homeland (Volontaires pour la défense de la patrie, VDP), efforts to halt the advance of the jihadists have failed to achieve the intended containment, with setbacks occurring in several regions. The general mobilisation has been extended until 18 April 2025. Protests against the authority of Captain Ibrahim Traoré are mounting in the barracks.

Military cooperation between Burkina Faso and Russia was formalised in January 2024. With its neighbours Mali and Niger, Burkina Faso left the Economic Community of West African States (ECOWAS) to create the Confederation Alliance of Sahel States in July 2024.

International and local non-governmental organisations (NGOs), the media and survivors of attacks regularly accuse the security forces and the VDP of committing acts of violence and murder against civilians - particularly from the Peuhl community - suspected of collaborating with armed groups or simply living near them.

Kidnappings and forced conscription of civilian and military opponents are on the increase. Several sources have denounced the use of torture by the authorities in the context of these practices.

New VDPs have appeared in some communes. They continue to play the role of 'pyromaniac firefighters', defending certain localities but above all fuelling ethnic tensions and the violence of jihadist groups.

The Support Group for Islam and Muslims (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, JNIM) is the most active armed player in the regional conflict in the Sahel and in Burkina Faso. It is believed to control or exert significant influence over vast areas of territory, carrying out actions, including mass violence, in eleven of the country's thirteen regions. The Islamic State in the Greater Sahara (ISGS) mainly operates in the Liptako-Gourma region.

The jihadist groups are the perpetrators of numerous acts of violence, including direct strikes on emblematic symbols of state power, hostage-taking and attacks on schools and civilians. They impose embargoes and blockades on towns and villages, and up to entire administrative subdivisions. They are also waging an economic war in which the civilian population is the primary victim.

Amnesty International (AI) stresses that all parties to the conflict have perpetrated atrocities against the population. For the period from 10 June 2023 to 21 June 2024, the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) recorded 1,524 incidents in Burkina Faso. Armed clashes and attacks on civilians were the most frequent forms of violence.

According to an expert on the security situation in the Sahel, civilians are targeted more for their geographical proximity and alleged links with jihadist groups than on the basis of their ethnicity.

According to ACLED, the East region was the most affected by insecurity (1,878 victims), followed by the Sahel (1,692 victims) and Centre-North (1,409 victims) regions. There have been no large-scale attacks in the capital for several years, but several observers have pointed to the risk of an attack occurring there.

In March 2024, the United Nations (UN) reported that 6.3 million people (out of a population of 20 million) needed humanitarian assistance. In addition, on 31 January 2024, 5,400 schools were closed, 789 health facilities were operating at minimal or zero capacity, and more than two million people were food insecure.

Table des matières

Résumé	2
Summary	3
Liste des sigles	6
Introduction	8
1. Bref historique	10
2. État actuel du conflit	11
2.1. Développements sécuritaires	11
2.2. Règlementations	13
2.3. Droits humains	13
2.4. Contexte régional	14
3. Parties combattantes	15
3.1. Groupes armés étatiques	15
3.1.1. Forces de défense et de sécurité (FDS)	15
3.1.2. Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)	17
3.1.3. Autres groupes de soutien au pouvoir	18
3.2. Groupes djihadistes	19
3.2.1. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)	19
3.2.2. Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)	19
3.3. Forces étrangères	22
4. Typologie de la violence	23
4.1. Nombre d'incidents	23
4.2. Nature des incidents	24
4.2.1. Généralités	24
4.2.2. Violences djihadistes	25
4.2.3. Enlèvements et enrôlements forcés	26
5. Cibles de la violence	27
5.1. Données	27
5.2. Analyse	28
6. Répartition géographique	30
6.1. Généralités	30
6.2. Centre-Ouest	33
6.3. Sud-Ouest	34
6.4. Centre et Ouagadougou	35
6.5. Centre-Sud	37
6.6. Plateau-Central	38
7. Déplacements de population	38
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	39
8.1. Education	40
8.2. Santé	41
8.3. Sécurité alimentaire	42
Annexes	45
Bibliographie	47

Liste des sigles

ACAPS	Assessment Capacities Project
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AES	Alliance des États du Sahel
AFP	Agence France-Presse
AI	Amnesty International
AIB	Agence d'information du Burkina
AJ	Al Jazeera
ANR	Agence nationale de renseignement
APA	Agence de presse africaine
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENOZO	Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CGRA	Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides
CNDH	Commission nationale des droits humains
CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
DSE	Direction de la sûreté de l'État
DW	Deutsche Welle
EEI	Engin explosif improvisé
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
FDS	Forces de défense et de sécurité
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network
GCPEA	Global Coalition to Protect Education from Attack
GCR2P	Global Centre for the Responsibility to Protect
GI-TOC	Global Initiative Against Transnational Organized Crime
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IEMed	European Institute of the Mediterranean
IEP	Institute for Economics and Peace
IFRI	Institut français des relations internationales
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie

ISS	Institute for Security Studies
JA	Jeune Afrique
JNIM	Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin
MPSR	Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration
NRC	Norwegian Refugee Council
NYTimes	The New York Times
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODH	Observatoire de la dignité humaine
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PISM	Polski Instytut Spraw Międzynarodowych
RFI	Radio France internationale
RTB	Radiodiffusion télévision du Burkina
RSF	Reporters sans frontières
SNP	Service national patriotique
TNH	The New Humanitarian
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	United Nations Children's Fund
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie
VOA	Voice of America

Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Elle porte en particulier sur la période allant du 10 juin 2023 au 9 juillet 2024. Il s'agit d'une mise à jour du COI Focus daté du 13 juillet 2023¹.

L'analyse se compose de huit parties. La première propose un rappel historique du contexte général. La situation sécuritaire depuis juin 2023 est abordée dans la deuxième partie. Quelques acteurs en présence – forces armées nationales, structures communautaires et groupes armés – sont passés en revue dans la troisième partie. La quatrième propose une description de la violence tandis que le cinquième chapitre décrit les cibles de cette violence. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois derniers chapitres.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité ou d'autres organismes de l'Organisation des Nations unies (ONU), ceux d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ainsi que ceux publiés par des instituts de recherche orientant certains de leurs travaux sur la région du Sahel. La presse burkinabè et internationale a également été consultée. Enfin, le Cedoca s'est entretenu avec deux experts qui requièrent l'anonymat. Le premier a été rencontré le 20 juin 2024 dans le cadre d'une conférence sur le Sahel. Le deuxième a été sollicité via un média social une semaine plus tard.

La recherche a été clôturée le 10 juillet 2024.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Burkina Faso, il s'agit notamment des sources suivantes : Actu Burkina, Agence d'information du Burkina (AIB), Agence France-Presse (AFP), Al Nabaa, Amaq, aOuaga, Aujourd8, Bafuji infos, Berger sahelien infos, Burkina24, Deutsche Welle (DW), Facebook, Fasozine, Gulmu Info, Infowakat, Intercept, International Crisis Group (ICG), Jeune Afrique (JA), Le Faso, Le Pays, Libre info, L'Observateur Paalga, Mali Jet, Menastream, MinuteBf, Mouvement pour la résistance populaire, Netafrique, Observatoire de la dignité humaine (ODH), Ouaga flash info, Ouaga FM, Ouaga24, Panapress, Pinal, Radio France internationale (RFI), Radio omega, Sahel Security Alerts, Twitter, Wakat Séra, WAT FM, WhatsApp et Xinhua.

La base de données de l'ACLED est accessible sur le site web de l'organisation et est constamment mise à jour par de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)². L'ACLED explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données³. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, examine s'il est question de *civilian targeting*, donne une description des incidents et de la localisation, ainsi qu'une estimation indicative⁴ du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans

¹ CGRA, 13/07/2023, [url](#)

² ACLED, 11/2021, [url](#)

³ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁴ « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts » : ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#). L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes dont il fait état. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou si leur estimation est vague, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#).

les catégories (*event-types*) *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁵. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données, selon le Cedoca les chiffres de l'ACLED peuvent uniquement être considérés comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences durant une période déterminée. Les chiffres de l'ACLED utilisés par le Cedoca dans le présent COI Focus ont été demandés le 25 juin 2024, pour la période comprise entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Burkina Faso. S'il devait se produire des changements ou développements fondamentaux susceptibles de modifier considérablement la situation sur place, le Cedoca mettrait le présent COI Focus à jour aussi rapidement que possible.

⁵ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*. Ces derniers ne sont pas repris dans la présente recherche. ACLED, 06/2023, [url](#)

1. Bref historique

Longtemps épargné par les groupes armés actifs dans le reste du Sahel depuis une dizaine d'années, le Burkina Faso a subi ses premières attaques en 2015. Les années suivantes ont été marquées par une intensification des attaques, principalement concentrées dans le Nord et l'Est du pays et menées par des groupes armés transnationaux⁶. Ces groupes ont surtout visé les symboles de l'État : armée, police et gendarmerie, bâtiments administratifs et écoles⁷. À partir de décembre 2018, l'état d'urgence a été instauré dans un nombre croissant de provinces, accompagné de mesures exceptionnelles renforçant le pouvoir de l'exécutif et restreignant les libertés d'expression et de la presse. Parallèlement, le régime de Roch Marc Christian Kaboré (élu en 2015 et réélu en 2020) a eu recours à des forces non étatiques dans le cadre de sa stratégie sécuritaire. Dès 2019, le Burkina Faso est devenu l'épicentre de la crise sécuritaire au Sahel, avec une partie toujours plus grande du territoire tombant sous le contrôle des groupes armés⁸, principalement le long de la frontière avec le Niger et le Mali et dans les régions du Sahel et de l'Est⁹, entraînant une forte hausse des pertes civiles¹⁰.

Depuis 2021, une augmentation des attaques de groupes djihadistes contre les civils et des affrontements entre l'armée burkinabè (soutenue par ses auxiliaires civils¹¹) et ces groupes est observée¹². La situation des droits humains au Burkina Faso s'est sérieusement détériorée en 2022, selon Human Rights Watch (HRW) qui constate une intensification des attaques meurtrières perpétrées par des groupes djihadistes à l'encontre de civils et des exactions des forces de sécurité¹³.

L'année 2022 a marqué le retour de l'armée sur la scène politique au Burkina Faso. Le 24 janvier 2022, l'armée a annoncé avoir renversé le régime de Roch Marc Christian Kaboré et a instauré le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), dirigé par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba¹⁴.

Le 30 septembre 2022, de nouvelles tensions au sein de l'armée ont conduit un groupe de jeunes officiers à organiser un nouveau coup d'État. Le capitaine Ibrahim Traoré a alors pris la direction du MPSR, promettant de reconquérir le territoire national contrôlé par des groupes armés¹⁵. Il a prêté serment en tant que président de transition¹⁶ et s'est engagé dans une « guerre totale » contre les insurrections djihadistes. Cette stratégie repose sur le recrutement massif de soldats et de supplétifs, l'acquisition de matériel militaire (notamment des drones), ainsi qu'un contrôle accru de la société et une répression renforcée des voix critiques¹⁷. Les civils sont pénalisés par cette « guerre totale », les groupes étatiques et les groupes djihadistes étant accusés de crimes de guerre¹⁸. Depuis que le pays est sous le contrôle de la junte, les attaques des groupes islamistes militants contre la population civile se multiplient¹⁹.

⁶ ACLED, 08/02/2023, [url](#) ; ACAPS, 06/04/2023, [url](#) ; Bertrand E., Dipama S., 2024, [url](#)

⁷ GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

⁸ Bertrand E., Dipama S., 2024, [url](#) ; Le Monde, 25/02/2024, [url](#)

⁹ ACLED, 08/02/2023, [url](#) ; ACAPS, 06/04/2023, [url](#)

¹⁰ GI-TOC, 07/03/2023, [url](#)

¹¹ Actuellement les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)

¹² ACLED, 08/02/2023, [url](#) ; ACAPS, 06/04/2023, [url](#)

¹³ HRW, 12/01/2023, [url](#)

¹⁴ Bertrand E., Dipama S., 2024, [url](#)

¹⁵ Bertrand E., Dipama S., 2024, [url](#) ; Aujourd'hui au Faso via Courrier international, 28/09/2023, [url](#)

¹⁶ Conseil de sécurité des Nations unies, 03/03/2023, [url](#)

¹⁷ Afrique XXI (Faivre A.), 10/07/2023, [url](#)

¹⁸ The Guardian (Ahmed K.), 30/06/2023, [url](#)

¹⁹ CESA, 12/09/2023, [url](#)

2. État actuel du conflit

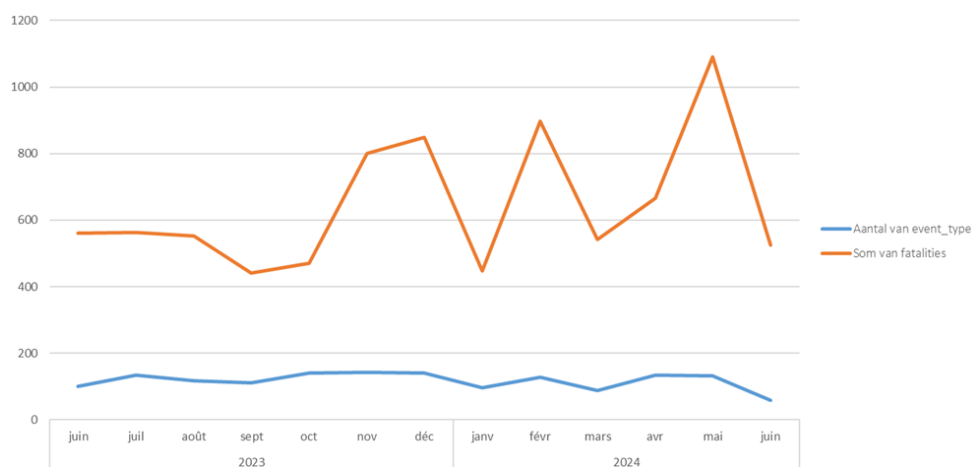
2.1. Développements sécuritaires

Selon le Global Terrorism Index 2024, le Burkina Faso est pour la première fois devenu le pays de la planète le plus touché par le terrorisme en 2023, avec une augmentation de 68 % du nombre de décès dus au terrorisme, qui s'élève à 1.907, malgré une diminution des attaques de 17 %. Le Burkina Faso concentre un quart des décès dus au terrorisme dans le monde²⁰.

D'autres sources internationales attestent que le Burkina Faso enregistre le plus grand nombre de décès liés au terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest, et peu de signes indiquent que cette tendance va s'infléchir²¹.

Selon les chiffres de l'ACLED repris par France 24, au moins 8.000 Burkinabè – civils, soldats et combattants djihadistes – ont été tués au cours de l'année 2023, ce qui représente un nombre record dans ce conflit²². Pour cette même année, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a documenté 1.335 violations et abus des droits humains et du droit humanitaire, ayant entraîné au moins 3.800 victimes civiles²³.

Du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, l'ACLED a comptabilisé au Burkina Faso 1.524 incidents (*violence against civilians, explosions/remote violence, battles*) ayant entraîné 8.406 victimes. Ces incidents et victimes se sont succédé dans le temps de la manière suivante :



Evolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci entre le 10 juin 2023 au 21 juin 2024²⁴

D'après l'expert de la situation sécuritaire au Sahel qui s'exprimait le 20 juin 2024 dans le cadre d'une conférence, la présence de groupes djihadistes et l'insécurité qui en découlent sont observés dans 37 des 45 provinces du pays. Cette source estime que la situation globale est dramatique en matière de sécurité, avec un nombre record d'attaques et de meurtres depuis le début de l'année 2024. Elle constate dans ces 37 provinces une expansion continue du Groupe de soutien à l'islam et aux

²⁰ IEP, 06/03/2024, [url](#)

²¹ ACLED, 13/11/2023, [url](#) ; The Soufan Center, 13/12/2023, [url](#) ; José Luengo-Cabrera (@J_LuengoCabrera), 30/01/2024, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 01/07/2024, [url](#)

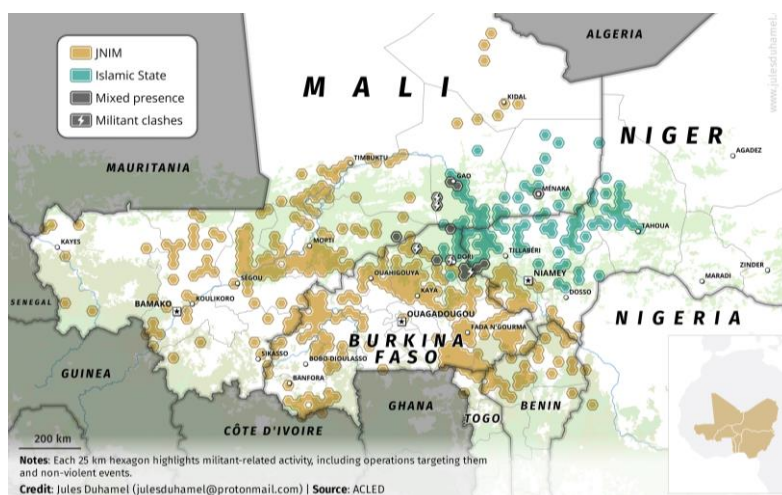
²² France 24, 25/04/2024, [url](#)

²³ JA, 22/03/2024, [url](#)

²⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.

musulmans (Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin, JNIM), contrastant avec le retrait de l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) dans la région du Sahel²⁵.

Le cartographe Jules Duhamel a traité les données de l'ACLED du 1^{er} janvier au 24 mai 2024 pour établir une carte montrant la répartition des activités des groupes djihadistes dans le Sahel central :



Activités des groupes djihadistes dans le Sahel central du 1^{er} janvier au 24 mai 2024²⁶

Depuis février 2024, le conflit enregistre un nombre record d'attaques et de pertes contre les militaires et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)²⁷. De plus en plus de VDP (surtout dans les régions du Centre-Est, du Centre-Nord et du Nord) mettent un terme à leur engagement, comme à Boulsa (région du Centre-Nord) où 250 VDP ont déposé les armes²⁸.

Il n'est pas certain que l'armée du Burkina Faso ait fait des progrès significatifs dans la guerre depuis que le capitaine Traoré s'est emparé du pouvoir en 2022. Le New York Times (NYTimes) écrit en mai 2024 que si le gouvernement affirme contrôler 70 % du territoire, les diplomates étrangers et les travailleurs humanitaires estiment quant à eux que les militants islamistes sont libres de leurs mouvements dans 60 % du pays²⁹. Le responsable du Programme Sahel de la Fondation Konrad Adenauer estime que l'armée burkinabè ne contrôle que 40 ou 50 % de son territoire malgré l'achat de matériel et le partenariat militaire avec la Russie³⁰. Selon les sources de l'agence Reuters, l'armée burkinabè n'a obtenu que quelques gains supplémentaires malgré les millions de dollars dépensés et le recrutement de milliers de VDP³¹. Dans ce contexte, la popularité du régime de Traoré a fortement chuté ces derniers mois, sa stratégie « tout militaire » s'avérant inefficace³².

En septembre 2023 puis en janvier 2024, deux tentatives de coup d'État ont été déjouées. Des analystes interrogés par Al Jazeera (AJ) estiment qu'Ibrahim Traore est devenu de plus en plus sévère à l'égard de ceux qu'il considère comme des ennemis, qu'ils soient militaires ou civils. Des dizaines de

²⁵ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

²⁶ Duhamel J., 24/06/2024, [url](#)

²⁷ Supplétifs civils de l'armée. Voir chapitre 3.1.2.

²⁸ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

²⁹ NYTimes (Peltier E., Triebert C.), 16/05/2024, [url](#)

³⁰ AJ, 16/06/2024, [url](#)

³¹ Reuters (Christensen S.), 02/07/2024, [url](#)

³² Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

personnes accusées d'avoir fomenté les coups d'État ont été arrêtées, tandis que de nombreux militaires soupçonnés d'y être impliqués auraient été envoyés en mission à l'étranger^{33,34}.

Le 17 mai 2024, des échanges de tirs ont été entendus à la présidence. Le 12 juin 2024, une roquette a été tirée en l'air depuis la présidence et a atterri dans la cour de la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB) voisine, blessant quelques personnes. Le lendemain, plus de cent militaires ont été tués dans une attaque sans précédent à Mansila. Depuis lors, des rumeurs d'une contestation croissante au sein de l'armée contre le président de la transition ont circulé³⁵. Certains analystes interrogés dans un reportage d'AJ soulignent que les événements de juin 2024 pourraient être précurseurs d'une rébellion³⁶.

2.2. Règlementations

Le 17 août 2023, l'Assemblée législative de transition a voté à l'unanimité l'introduction du service national patriotique (SNP). Il s'inscrit dans le cadre de la mobilisation générale, concerne tout burkinabè de 18 à 35 ans et vise surtout à constituer une armée de réservistes³⁷.

La mobilisation générale, arrivée à échéance le 18 avril 2024, a été prolongée pour une durée de douze mois³⁸. Amnesty International (AI) note que, dans ce cadre, « n'importe quel ressortissant-e burkinabè peut être enrôlé comme militaire et/ou VDP pour soutenir l'armée dans le cadre du conflit armé contre les groupes islamistes armés³⁹ ». À plusieurs reprises, HRW a condamné l'utilisation de la loi d'urgence dans le cadre de la mobilisation générale, affirmant que la junte militaire l'utilise « pour réduire au silence la dissidence pacifique et punir ses détracteurs »⁴⁰. En mai 2024, le gouvernement a lancé un appel aux secteurs public et privé afin qu'ils transmettent la liste de leurs salariés concernés par la conscription⁴¹.

A l'issue d'« assises nationales » organisées le 25 mai 2024 par les autorités, la charte de la transition, qui devait prendre fin en juillet 2024, a été prolongée de cinq ans⁴². Aucune nouvelle date pour les élections, initialement prévues en juillet 2024, n'a été annoncée⁴³.

2.3. Droits humains

Dans une déclaration du 18 juin 2024, la Commission nationale des droits humains (CNDH) se dit « particulièrement préoccupée par les cas d'arrestations et d'enlèvements de citoyens par des hommes non identifiés et en dehors de toute procédure adéquate ainsi que des détentions ne remplissant pas les obligations requises ». La Commission déplore également la non-exécution de certaines décisions de justice⁴⁴. Radio France internationale (RFI) considère cette autorité publique indépendante comme « une des rares instances burkinabè qui a encore voix au chapitre ».

³³ Voir chapitre 4.2.3.

³⁴ AJ (Lawal Sh.), 21/06/2024, [url](#) ; JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#)

³⁵ JA (Roger B.), 18/05/2024, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 17/06/2024, [url](#) ; JA, 14/06/2024, [url](#) ; LSI Africa, 16/06/2024, [url](#)

³⁶ AJ (Lawal Sh.), 21/06/2024, [url](#)

³⁷ RFI, 09/05/2024, [url](#)

³⁸ AFP, 28/03/2024, [url](#) ; Studio Yafa, 28/03/2024, [url](#)

³⁹ AI, 11/2023, [url](#)

⁴⁰ HRW, 08/11/2023, [url](#) ; HRW, 27/02/2024, [url](#)

⁴¹ RFI, 09/05/2024, [url](#)

⁴² Burkina 24 (Sagbe W.), 25/05/2024, [url](#)

⁴³ Nations unies – Conseil de sécurité, 01/07/2024, [url](#)

⁴⁴ CNDH, 18/06/2024, [url](#)

Le dernier rapport du CGRA sur la situation sécuritaire⁴⁵ notait déjà une réduction progressive de la liberté de la presse. Depuis lors, de très nombreuses sources dénoncent une nouvelle fois la suspension des médias, le harcèlement et les intimidations de journalistes (par exemple menacés d'enrôlement forcé dans les forces armées) par les autorités militaires⁴⁶. En raison de l'accroissement des risques, la presse nationale s'est détournée des sujets sensibles en 2023⁴⁷. En juillet 2024, Reporters sans frontières (RSF) affirme que depuis l'arrivée d'Ibrahim Traoré au pouvoir, « tous les moyens sont bons pour réduire au silence la presse libre et indépendante » : suspension de médias internationaux, expulsions de correspondants et pression constante sur les journalistes burkinabè. En l'espace de dix jours en juin 2024, un journaliste et deux chroniqueurs ont été enlevés⁴⁸.

2.4. Contexte régional

Sur base de discours populistes et nationalistes invoquant leur souveraineté, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont interrompu en 2023 la coopération militaire avec la France, dont les forces ont mené la principale campagne anti-djihadiste au Sahel entre 2013 et 2022. Une analyse détaillée des données de l'ACLED par Alexander Thurston pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) suggère que les niveaux de violence depuis les coups d'État et ce retrait français n'ont pas diminué⁴⁹.

En septembre 2023, ces trois juntas sahéliennes⁵⁰ ont formé l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le soutien de la Russie⁵¹. Ce pacte de défense mutuelle est similaire à celui de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : toute attaque contre un seul membre est envisagée comme une attaque contre tous. L'AES vise à dissuader toute intervention militaire de la part de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre les putschistes nigériens. Elle apparaît également comme un outil destiné à alimenter le sentiment anti-occidental et anti-français et à détourner ainsi l'attention d'un manque de stratégie entre les trois membres⁵².

En janvier 2024, ces trois États ont décidé de quitter la CEDEAO⁵³, ce qui n'a pas de conséquence majeure pour les populations et les entreprises pour l'instant puisque la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services est garantie par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)⁵⁴. Le 6 mars 2024, les chefs d'état-major des trois pays précités ont annoncé la formation d'une force conjointe pour combattre les groupes islamistes armés⁵⁵. Cette force est déjà opérationnelle dans certaines zones transfrontalières⁵⁶. Le 6 juillet 2024, les trois juntas ont annoncé la création d'une Confédération Alliance des États du Sahel, renforçant ainsi le pacte de défense mutuelle et confirmant l'irrévocabilité de la rupture avec la CEDEAO⁵⁷.

⁴⁵ CGRA, 13/07/2023, [url](#)

⁴⁶ Afrique XXI, 10/11/2023, [url](#) ; HRW, 27/02/2024, [url](#) ; NYTimes (Peltier E., Triebert C.), 16/05/2024, [url](#) ; JA, 19/06/24, [url](#) ; JA, 06/07/2024, [url](#) ; JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#) ; Le Monde, 19/06/2024, [url](#) ; DW (Assignon C.), 25/06/2024, [url](#) ; RSF, 25/06/2024, [url](#) ; CENOZO, 25/06/2024, [url](#) ; RFI, 01/07/2024, [url](#)

⁴⁷ NRC, 03/06/2024, [url](#) ; RFI, 05/07/2024, [url](#)

⁴⁸ RSF, 03/07/2024, [url](#)

⁴⁹ OCDE (Thurston A.), 01/05/2024, [url](#)

⁵⁰ Ces trois régimes sont arrivés au pouvoir ces dernières années au moyen de coups d'État.

⁵¹ HRW, 25/04/2024, [url](#) ; RFI, 05/06/2024, [url](#)

⁵² IEMed (Laessing U.), 2024, [url](#)

⁵³ HRW, 25/04/2024, [url](#)

⁵⁴ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁵⁵ HRW, 25/04/2024, [url](#)

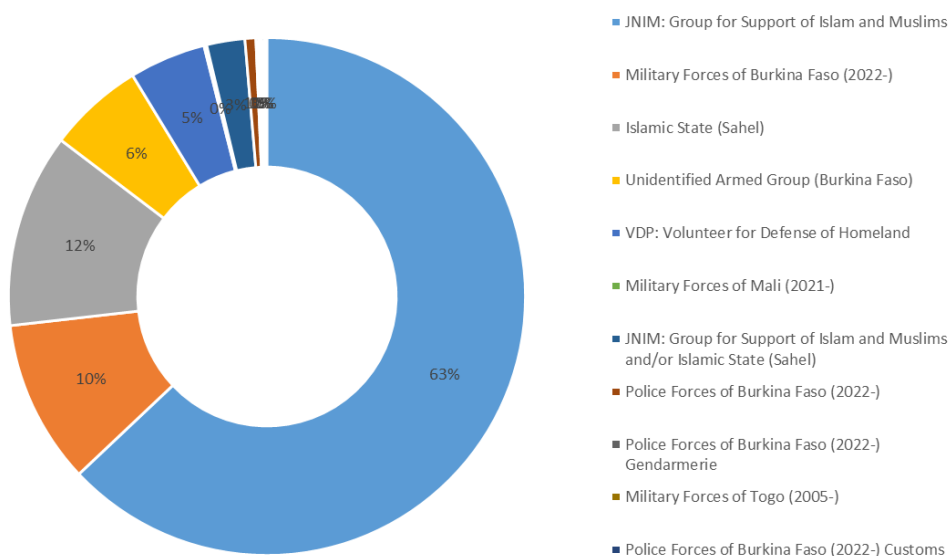
⁵⁶ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁵⁷ Courrier international, 07/07/2024, [url](#) ; Le Monde, 08/07/2024, [url](#) ; RFI, 08/07/2024, [url](#)

Par ailleurs, depuis le début de l'année 2024, des incidents réguliers se produisent à la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Chaque pays accuse l'autre de chercher à le déstabiliser⁵⁸.

3. Parties combattantes

Entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024, l'ACLED a calculé le nombre d'incidents visant des civils (586) en les répartissant par acteurs. Le JNIM est l'acteur le plus actif dans ce classement, avec 369 incidents⁵⁹. Les principaux acteurs sont décrits aux points suivants.



Acteurs impliqués dans des incidents visant des civils entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024⁶⁰

3.1. Groupes armés étatiques

3.1.1. Forces de défense et de sécurité (FDS)

L'expert de la situation sécuritaire au Sahel précité explique en juin 2024 que la gendarmerie est marginalisée depuis 2022, notamment suite à l'arrestation du chef d'état-major des armées de la gendarmerie, Evrard Somda, en septembre 2023. Des bataillons d'intervention rapide ont été créés, au détriment des régiments et des détachements régionaux⁶¹, et du nouveau matériel militaire de pointe a été acheté⁶².

Des ONG internationales et locales, des médias et des victimes continuent d'accuser les forces de sécurité et les milices pro-gouvernementales de commettre des exactions (comme des actes de torture et des disparitions forcées), voire des meurtres (comme des exécutions sommaires) contre des civils

⁵⁸ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁵⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#)

⁶⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.

⁶¹ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁶² AJ, 16/06/2024, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 01/07/2024, [url](#)

soupçonnés de collaborer avec des groupes armés ou simplement de vivre à proximité de ces derniers⁶³.

A titre illustratif, en novembre 2023, le gouvernement a annoncé que des hommes armés non identifiés avaient tué au moins 70 personnes, principalement des personnes âgées et des enfants, dans le village de Zaongo (région du Centre-Nord) et qu'une enquête était en cours. HRW n'a pas eu connaissance de progrès dans cette enquête. HRW a parlé à des témoins qui ont affirmé que l'armée était responsable de ce massacre, une information confirmée par les médias internationaux⁶⁴.

En décembre 2023, les médias ont rapporté que des centaines de civils avaient été tués dans plusieurs villages autour de la ville de Djibo (région du Sahel). Les autorités ont attribué ces attaques à des groupes islamistes armés, mais des sources locales, dont certaines en contact avec HRW, ont accusé l'armée⁶⁵.

En décembre 2023, des soldats auraient tué plus de 30 civils lors d'une attaque à Dangoumani (région des Hauts-Bassins)⁶⁶.

Dans un rapport publié le 25 janvier 2024, HRW accuse l'armée d'avoir tué au moins 60 civils dans des frappes de drones sur deux marchés et lors d'une cérémonie de funérailles en août 2023⁶⁷.

Plusieurs sources affirment par ailleurs que l'armée burkinabè a tué plus de 220 personnes, dont des femmes et des enfants, en février 2024 dans la province de Yatenga. Cette attaque, qui est l'une des plus graves tueries dans le pays, semble s'inscrire dans le cadre d'une vaste campagne contre les civils accusés de coopérer avec les militants islamistes. Il ne s'agit ni d'une erreur ni d'un cas isolé, affirment ces sources⁶⁸. Le gouvernement a déclaré qu'il avait ouvert une enquête sur les meurtres, mais n'a pas reconnu qu'ils ont été commis par des militaires⁶⁹.

Des vidéos, obtenues en mai 2024 par un journaliste de France 24, démontrent que des forces de défense et de sécurité (FDS) ont commis des massacres de civils dans l'est du pays⁷⁰.

En mai 2024, des soldats auraient tué une centaine de villageois dans la commune de Tankoulou (région de l'Est)⁷¹.

Le journal Le Monde note dans deux articles publiés en juin 2024 que les lignes de fracture se multiplient au sein de l'armée :

« Ces derniers mois, plusieurs sources sécuritaires et humanitaires au Sahel rapportent que la 'méthode Traoré' faite de disparitions forcées d'officiers jugés contestataires, de gestion clanique de l'appareil d'Etat et de multiplication des exactions à l'encontre des civils dans le cadre des opérations militaires antiterroristes, tout comme le déploiement des paramilitaires russes, ne fait pas l'unanimité au sein de l'armée »⁷².

⁶³ HRW, 25/01/2024, [url](#) ; France 24, 25/04/2024, [url](#) ; RFI, 13/05/2024, [url](#) ; RFI, 15/05/2024, [url](#) ; NYTimes (Peltier E., Triebert C.), 16/05/2024, [url](#)

⁶⁴ HRW, 25/04/2024, [url](#)

⁶⁵ HRW, 25/04/2024, [url](#)

⁶⁶ ACLED, 12/01/2024, [url](#)

⁶⁷ HRW, 25/01/2024, [url](#) ; GCR2P, 06/03/2024, [url](#) ; JA, 03/03/2024, [url](#) ; Le Monde, 03/03/2024, [url](#)

⁶⁸ HRW, 25/04/2024, [url](#) ; France 24, 25/04/2024, [url](#) ; DW, 25/04/2024, [url](#) ; France 24, 14/05/2024, [url](#)

⁶⁹ NYTimes (Peltier E., Triebert C.), 16/05/2024, [url](#)

⁷⁰ RFI, 15/05/2024, [url](#)

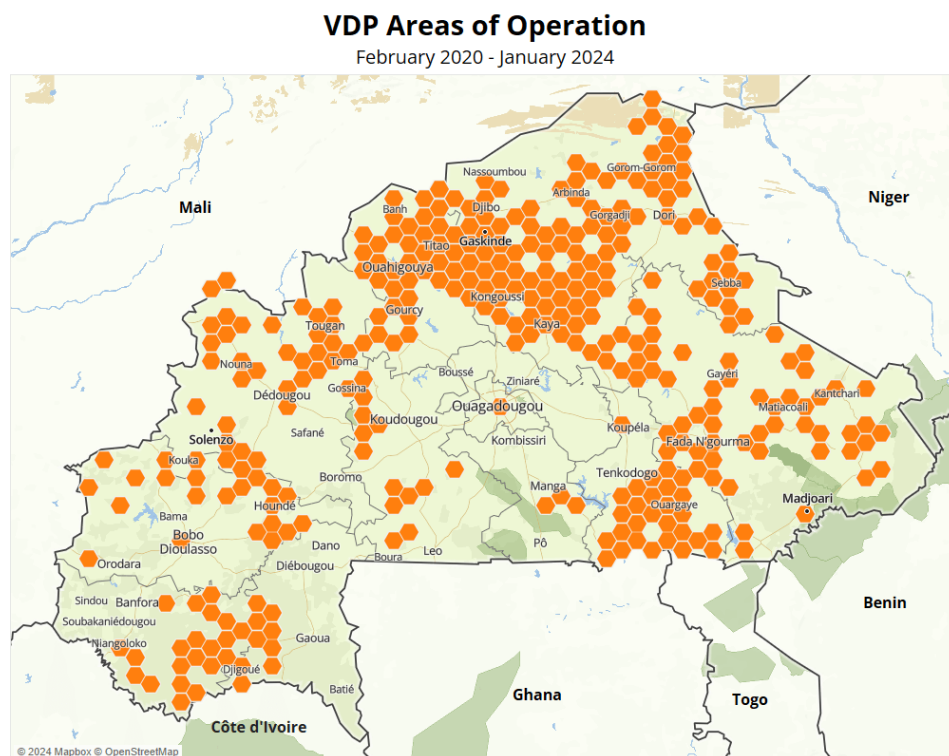
⁷¹ RFI, 13/05/2024, [url](#)

⁷² Le Monde (Le Cam M.), 17/06/2024, [url](#)

« Plusieurs personnalités de l'armée, issues de différents corps de l'armée, ont également été enlevés et incarcérés par le régime ces derniers mois, alimentant la colère dans les casernes »⁷³.

3.1.2. Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)

Le système des VDP, civils supplétifs de l'armée régulière, a été mis en place par une loi votée en janvier 2020, a absorbé la plupart des groupes koglweogo⁷⁴ et a fait l'objet d'une campagne de recrutement fin 2022⁷⁵. Ces VDP sont désormais au cœur de la stratégie de sécurisation du territoire⁷⁶. Ils sont le quatrième acteur armé le plus actif au Burkina Faso, après le JNIM, l'armée et l'EIGS. Leurs opérations couvrent une vaste zone géographique, englobant 35 provinces et 158 départements dans douze régions du pays, comme le démontre cette carte⁷⁷ :



Zones d'opération des VDP de février 2020 à janvier 2024⁷⁸

L'ICG explique dans un rapport de décembre 2023 que 50.000 nouveaux VDP sont divisés en deux nouvelles catégories, à savoir :

« [...] des VDP nationaux dont les effectifs initiaux devaient atteindre 15 000 et des VDP communaux dont le nombre annoncé par les autorités est de 35 000. Les premiers ont vocation à combattre aux côtés de l'armée sur l'ensemble du territoire national alors que les seconds sont en

⁷³ Le Monde (Le Cam M.), 19/06/2024, [url](#)

⁷⁴ Groupes d'autodéfense décrits au chapitre 3.3. du COI Focus d'octobre 2022 (CGRA, 06/10/2022, [url](#))

⁷⁵ CGRA, 06/10/2022, [url](#)

⁷⁶ ICG, 15/12/2023, [url](#) ; ACLED, 26/03/2024, [url](#)

⁷⁷ ACLED, 26/03/2024, [url](#)

⁷⁸ ACLED, 26/03/2024, [url](#)

charge de la sécurité de leur commune, un espace plus étendu que celui des VDP de la première vague qui couvraient uniquement un village »⁷⁹.

Les autorités ont pour objectif de déployer 100 VDP dans chaque commune du pays, dont certaines qui fonctionnaient jusqu'ici sans leur présence. Des VDP ont donc fait leur apparition dans certaines communes, en particulier dans les zones nouvellement exposées à la violence djihadiste, comme « [...] certaines provinces de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, des Cascades et du Sud-Ouest. C'est également le cas au Centre-Ouest ainsi qu'au Centre-Est où les communautés locales avaient largement résisté jusqu'ici à l'installation de Koglweogo »⁸⁰.

Selon l'expert sur la situation sécuritaire au Sahel, les VDP continuent de jouer un rôle de « pompier pyromane ». D'un côté, ils constituent un rempart contre l'expansion djihadiste dans de nombreuses communes (Titao, Kelbo, Arbinda, Bourzanga, Gorgadji, Tanwalbougou, etc.). D'un autre côté, ils jouent un rôle contre-productif en raison des violences qu'ils commettent à l'encontre des civils, en particulier de la communauté peule qui est exclue du recrutement dans la plupart des localités⁸¹.

Un chercheur de l'ACLED constate que la mobilisation et l'expansion des VDP ont des implications à long terme sur le tissu social du Burkina Faso et les relations intercommunautaires, d'autant plus que les tactiques militaires agressives ont encore accentué la violence des djihadistes contre les forces militaires, les VDP et la population civile⁸². Les VDP et les personnes qui les soutiennent sont effectivement une cible prioritaire du JNIM et de l'EIGS. La population des zones rurales est prise en étau par les forces armées, les VDP et les djihadistes⁸³. En effet, l'ICG note ceci :

« Le recrutement des VDP n'a jamais respecté les équilibres communautaires locaux et a presque systématiquement exclu les communautés pastorales. Si les Mossi sont majoritaires au sein des VDP à l'échelle nationale, cela reflète la démographie du pays où ils comptent pour environ 50 pour cent de la population. Toutefois, les Peul, qui sont la seconde communauté du pays avec environ 10 pour cent de la population totale, sont largement exclus du recrutement. Cela pose problème, en particulier dans les zones où ils sont majoritaires ou y revendiquent un ancrage historique »⁸⁴.

Des tensions entre les VDP et l'armée régulière sont de plus en plus tangibles. Ces tensions concernent entre autres les primes, l'équipement, les mauvais traitements et les pertes humaines. Les VDP communaux se plaignent également d'être une cible privilégiée des groupes djihadistes puisqu'ils sont parfois les seuls à protéger leurs villages⁸⁵.

3.1.3. Autres groupes de soutien au pouvoir

Des jeunes qui se font appeler les « gilets rouges » se présentent comme des soutiens du pouvoir de la transition et menacent les voix discordantes⁸⁶. Ils agissent en dehors de tout cadre légal et en toute impunité⁸⁷. Il s'agit d'un mouvement patriotique d'orientation communiste, que l'expert en sécurité décrit comme divisé. Certains de ses membres ont été arrêtés par le régime⁸⁸.

⁷⁹ ICG, 15/12/2023, [url](#)

⁸⁰ ICG, 15/12/2023, [url](#)

⁸¹ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁸² ACLED, 26/03/2024, [url](#)

⁸³ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁸⁴ ICG, 15/12/2023, [url](#)

⁸⁵ France 24, 27/05/2024, [url](#)

⁸⁶ Libération (Faivre A.), 23/05/2024, [url](#)

⁸⁷ RFI, 21/04/2024, [url](#)

⁸⁸ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

Des groupes appelés *Wayignan* (« sortez » en langue moré)⁸⁹ se rassemblent la nuit sur des ronds-points de la capitale. Ils disent veiller au bon fonctionnement de la transition et assurer une forme de sécurité, notamment en se plaçant aux endroits stratégiques de Ouagadougou pour éviter toute tentative de coup d'État et en dénonçant des cas suspects aux autorités. Ce sont les plus grands supporters du régime mais leur présence diminue au fil du temps, malgré le paiement de primes ou la mise à disposition du wifi⁹⁰. Aucune source consultée ne mentionne de dérives de leur part au niveau du respect des droits humains⁹¹.

3.2. Groupes djihadistes

Les deux principaux groupes djihadistes actifs au Burkina Faso sont le JNIM et l'EIGS. L'origine, le recrutement et la stratégie de ces groupes ont été décrits aux chapitres 3.4.3. et 3.4.4. du COI Focus sur la situation sécuritaire publié le 6 octobre 2022⁹².

Jusqu'en 2019, le JNIM et l'EIGS étaient « en paix ». Ils se livrent depuis lors à une lutte armée, sur fond de différences idéologiques. L'EIGS a subi une lourde défaite face au JNIM en juin 2023, et depuis cette date la répartition territoriale entre les deux groupes stagne malgré des combats réguliers⁹³.

3.2.1. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

L'expert de la situation sécuritaire au Sahel qui s'exprime en juin 2024 expose que l'EIGS dispose de ressources humaines trop limitées pour s'étendre géographiquement. Ce groupe concentre donc ses opérations dans la région du Liptako-Gourma qui a toujours été son fief depuis 2012⁹⁴.

L'EIGS a presque entièrement disparu des zones frontalières avec les pays côtiers, au profit du JNIM⁹⁵.

Grâce à une forte capacité à reconstituer rapidement ses forces après les défaites, le groupe est capable de recruter dans les communautés les plus frustrées socioéconomiquement et de se montrer résilient. Il bénéficie aussi d'un soutien extérieur, notamment en provenance du nord-ouest du Nigeria (grâce à l'expansion du groupe à Sokoto en 2019-2020), de l'Irak et de la Lybie, mais aussi probablement de la région du lac Tchad⁹⁶.

Il mène toujours des attaques, comme celle du 11 juin 2024 à Haini (huit VDP tués)⁹⁷.

3.2.2. Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)

Le groupe salafiste-djihadiste JNIM est la branche sahélienne de l'organisation transnationale Al-Qaïda⁹⁸. Il est l'acteur armé le plus actif dans le conflit régional du Sahel et au Burkina Faso⁹⁹. Son influence et sa portée s'étendent sur une grande partie du Sahel central et dans les États du littoral ouest-africain, depuis les bastions traditionnels du groupe dans le nord et le centre du Mali jusqu'aux

⁸⁹ Afrique XXI, 28/06/2024, [url](#)

⁹⁰ RTB, 12/11/2023, [url](#) ; Burkina 24, 03/03/2024, [url](#) ; Le Faso, 09/05/2024, [url](#) ; Le Faso, 29/04/2024, [url](#) ; Oméga médias, 05/02/2024, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁹¹ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁹² CGRA, 06/10/2022, [url](#)

⁹³ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁹⁴ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁹⁵ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁹⁶ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

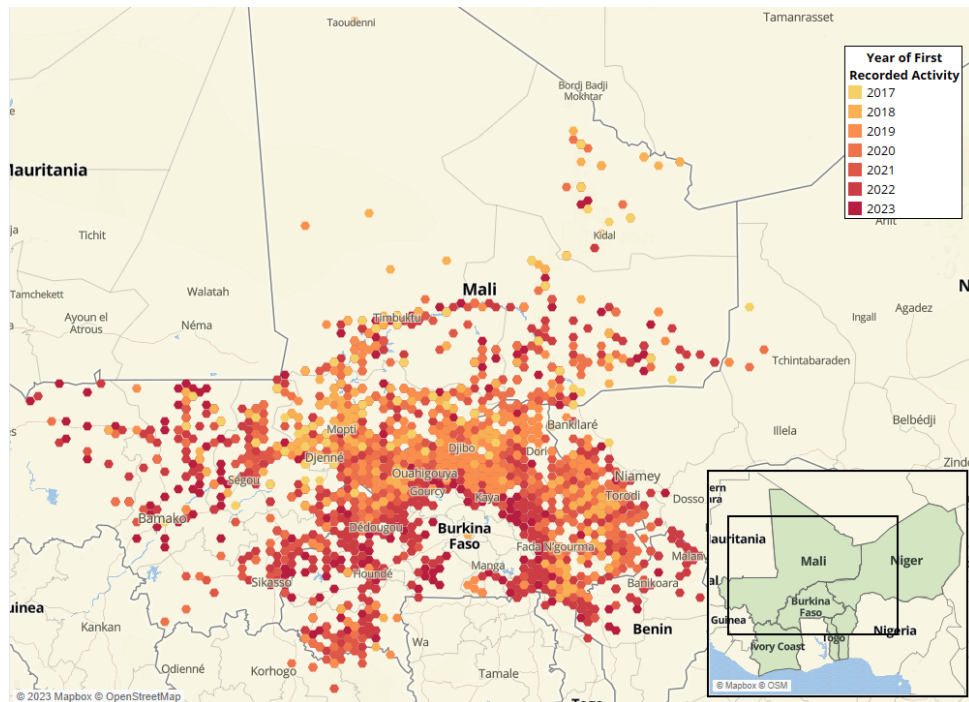
⁹⁷ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

⁹⁸ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

⁹⁹ ACLED, 13/11/2023, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 01/07/2024, [url](#)

régions occidentales et méridionales du Mali, à la majeure partie du Burkina Faso, à certaines parties du Niger et aux régions les plus septentrionales du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Togo¹⁰⁰. L'exploitation de l'or a été un facteur majeur de l'expansion du JNIM qui cherche à étendre son influence dans les régions aurifères du Burkina Faso¹⁰¹.

Au Burkina Faso, le JNIM contrôlerait ou exercerait une influence significative sur de vastes étendues de territoire, menant des activités dans onze des treize régions du pays¹⁰². L'ACLED a consacré un rapport à ce groupe en novembre 2023. Les paragraphes suivants reprennent quelques informations tirées de ce rapport.



Expansion de la zone d'activité du JNIM de mars 2017 à septembre 2023¹⁰³

La violence de masse du JNIM est particulièrement prononcée au Burkina Faso selon l'ACLED. Le JNIM la justifie comme une réponse à la contre-mobilisation de l'État et aux abus et atrocités généralisés commis par les forces gouvernementales et les VDP à l'encontre de la communauté peule¹⁰⁴.

A titre illustratif, le 31 mars 2024, le JNIM a attaqué un détachement basé à Tawori dans la province de Tapoa. Selon une source sécuritaire burkinabè, au moins 73 personnes ont été tuées, parmi lesquelles 32 civils, 16 FDS et 25 VDP¹⁰⁵.

Le 11 juin 2024, le JNIM a mené une attaque d'envergure sur le détachement militaire¹⁰⁶ de Mansila près de la frontière nigérienne. Plusieurs sources parlent d'au moins une centaine de soldats tués, ce qui en ferait l'attaque la plus grave subie par l'armée burkinabè. Les assaillants affirment avoir

¹⁰⁰ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹⁰¹ IEP, 06/03/2024, [url](#)

¹⁰² Duhamel J., 18/06/2024, [url](#)

¹⁰³ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

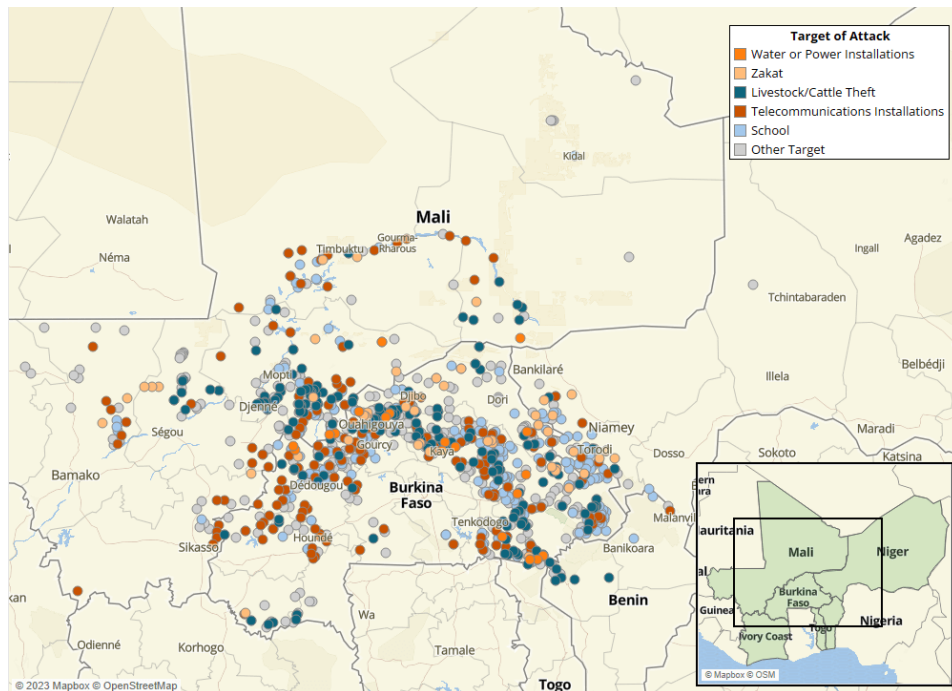
¹⁰⁴ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹⁰⁵ RFI, 03/04/2024, [url](#)

¹⁰⁶ Ce type de structure abrite généralement entre 140 et 160 hommes.

emmené des otages et s'être approprié un grand nombre d'armes ainsi que du matériel militaire¹⁰⁷. D'après le journaliste de France 24, Wassim Nasr, les djihadistes s'arment et se ravitaillent en carburant au moyen des attaques de casernes¹⁰⁸.

Outre la confrontation directe, la guerre économique est également un élément clé de la stratégie du JNIM visant à saper la stabilité de ses adversaires, à affaiblir leur détermination et à créer des opportunités pour son expansion. Le JNIM utilise des tactiques de guerre économique dans tous les pays où il opère mais l'intensité et la propagation de ces activités ont été particulièrement prononcées au Burkina Faso¹⁰⁹.



Guerre économique du JNIM de mars 2017 à septembre 2023¹¹⁰

Au-delà de ces attaques directes sur des représentations emblématiques du pouvoir, le JNIM vise également d'autres types d'infrastructures. En ciblant les établissements d'enseignement, le JNIM éradique encore davantage les symboles de la présence de l'État et perturbe la capacité de l'État à fournir un service public de base. Les attaques contre les écoles permettent également au JNIM d'imposer son propre cadre idéologique à la population, puisqu'il cherche à remplacer l'éducation laïque par une instruction religieuse fondée sur son interprétation de l'islam¹¹¹. Le chapitre 8.1. chiffre les conséquences des attaques contre les infrastructures scolaires.

En ciblant les routes, les ponts, les marchés, les transports et d'autres infrastructures essentielles, le groupe sape simultanément les capacités financières des États et les capacités logistiques des forces gouvernementales, et manipule les économies locales pour en tirer profit¹¹².

¹⁰⁷ JA (Roger B.), 18/06/2024, [url](#) ; RFI, 18/06/2024, [url](#) ; AJ, 16/06/2024, [url](#)

¹⁰⁸ France 24 via Youtube, 17/06/2024, [url](#)

¹⁰⁹ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹¹⁰ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹¹¹ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹¹² ACLED, 13/11/2023, [url](#)

Il a notamment attaqué à grande échelle des convois commerciaux, d'approvisionnement et de logistique escortés par des forces militaires sur les principaux axes de transit. Le JNIM met aussi en place des points de contrôle irréguliers, où les combattants recueillent des renseignements et procèdent à des contrôles d'identité à la recherche de militaires et de membres des forces de sécurité, de miliciens de l'État et de collaborateurs de ceux-ci. Lorsqu'ils tiennent des points de contrôle, les combattants saisissent souvent l'occasion d'extraire des ressources pour leur subsistance en pillant des véhicules, des motocyclettes et d'autres biens¹¹³.

Le JNIM impose également des embargos et des blocus sur des villes et des villages – voire sur des subdivisions administratives entières comme dans la province de Koupela de la région de l'Est – perçus comme non conformes ou alignés sur l'État ou les VDP. Cette tactique, devenue la marque de fabrique du JNIM, a été employée dans plusieurs villes et villages du pays¹¹⁴. Le groupe a imposé des embargos à grande échelle – y compris le sabotage et la destruction des installations d'eau et des lignes électriques – dans des zones agricoles vitales, telles la vallée du Sourou¹¹⁵.

3.3. Forces étrangères

Le régime burkinabè a mis un terme à sa coopération militaire avec la France en 2023¹¹⁶. La dissolution du G5 Sahel (réseau créé afin de coordonner les politiques sécuritaires et de développement entre les gouvernements de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad) et de son volet sécuritaire incarné par la « Force conjointe » fut formellement prononcée le 3 décembre 2023¹¹⁷.

Le pouvoir utilise les rivalités géopolitiques à ses propres fins, en obtenant des concessions, des avantages et le soutien des États qui sont prêts à les lui accorder¹¹⁸. Dans cette optique, la Russie est un acteur de plus en plus présent au Burkina Faso depuis l'arrivée au pouvoir du capitaine Ibrahim Traoré. La coopération militaire avec la Russie a été officialisée en janvier 2024¹¹⁹. L'ambassade russe ainsi qu'une « Russia House » ont été réouvertes à Ouagadougou et plusieurs accords, dont des accords de coopération militaire, ont été signés. Des instructeurs russes sont arrivés dans la capitale burkinabè¹²⁰.

Africa Corps est le nouveau label de la présence paramilitaire russe au Sahel. Son but est notamment d'absorber les activités et le personnel du groupe Wagner¹²¹ en Afrique. Selon le journal Le Monde, une première base militaire russe au Burkina Faso se situe à Loumbila, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou. Entre 150 et 200 soldats russes y seraient déjà actifs¹²². Selon le Polish Institute of International Affairs, le Burkina Faso est le premier pays africain à avoir accepté une mission d'Africa Corps sur son territoire, en novembre 2023 autour de Djibo. Entre 100 et 300 hommes seraient présents dans le pays¹²³. L'organisation est maintenant entièrement contrôlée par le ministère de la Défense russe¹²⁴.

¹¹³ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹¹⁴ Voir chapitre 4.2.2.

¹¹⁵ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹¹⁶ ISS, 28/06/2024, [url](#)

¹¹⁷ IFRI (Gaulme F., Antil A.), 08/07/2024, [url](#)

¹¹⁸ Clingendael (Lebovich A.), 06/2024, [url](#)

¹¹⁹ ISS, 28/06/2024, [url](#)

¹²⁰ RFI, 05/06/2024, [url](#)

¹²¹ Ancienne société militaire privée dirigée par Evgueni Prigojine, décédé en août 2023

¹²² Le Monde, 06/03/2024, [url](#)

¹²³ PISM (Bryjka F., Czerep E.), 05/2024, [url](#) ; RFI, 05/06/2024, [url](#)

¹²⁴ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

Le régime de Ouagadougou repose sur Africa Corps pour contrer tout coup d'État potentiel¹²⁵. RFI soutient que 80 à 120 militaires maliens et mercenaires russes sont arrivés au Burkina Faso après l'attaque du 12 juin 2024 à Mansila¹²⁶.

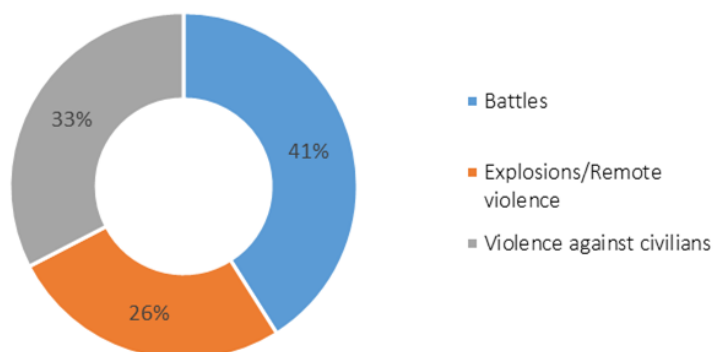
En juillet 2024, Le Monde indique que parmi les différentes unités paramilitaires encadrées par le ministère russe de la Défense, la Brigade Bear est présente au Burkina Faso, comme un « acteur émergent » qui, comme d'autres, « essaie de récupérer une part du conséquent gâteau du Groupe Wagner tout en se pliant aux directives du Kremlin »¹²⁷.

Comme indiqué dans l'édition précédente de ce rapport, le Burkina Faso continue de solliciter l'expertise militaire d'autres pays, comme la Turquie (notamment pour des drones de la compagnie privée SADAT) ou le Venezuela¹²⁸.

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Pour la période du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, l'ACLED a recensé 1.524 incidents au Burkina Faso : 625 incidents sont classés comme *battles*, 402 incidents comme *explosions/remote violence* et 497 comme *violence against civilians*. Autrement dit, les *battles* représentent désormais la majorité des incidents¹²⁹.



Types d'incidents survenus entre le 10 juin 2023 au 21 juin 2024¹³⁰

Durant la période précitée, les 1.524 incidents sont répartis dans le temps de la manière suivante :

¹²⁵ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

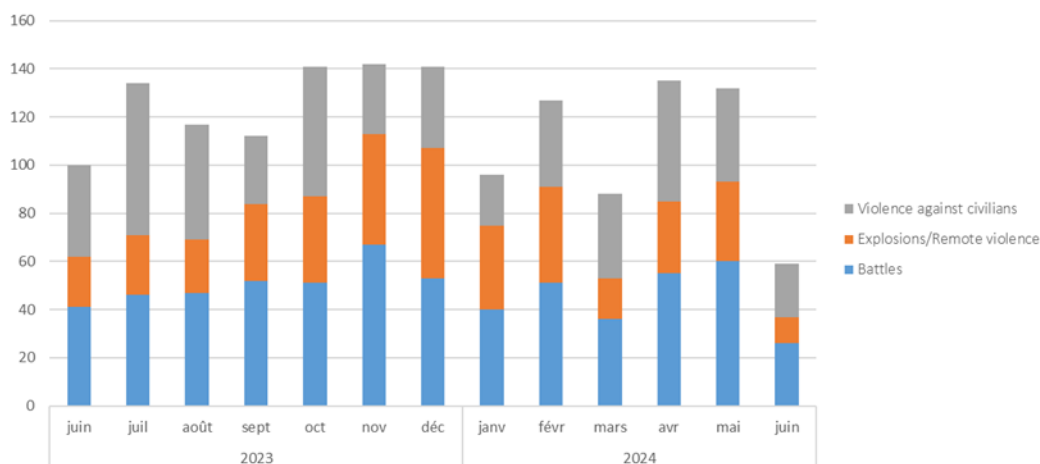
¹²⁶ RFI, 18/06/2024, [url](#)

¹²⁷ Le Monde (Eydoux T., Roger B.), 06/07/2024, [url](#)

¹²⁸ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹²⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#)

¹³⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.



Répartition dans le temps des incidents survenus du 10 juin 2023 au 21 juin 2024¹³¹

4.2. Nature des incidents

4.2.1. Généralités

Dans un rapport publié en novembre 2023, AI analyse des crimes de guerre et d'autres atteintes aux droits humains perpétrés par les parties belligérantes au conflit contre les civils de localités assiégées au Burkina Faso, en particulier dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun, entre 2020 et juillet 2023. Ce rapport décrit notamment la dynamique et les objectifs des sièges, les homicides ainsi que les enlèvements de femmes et de filles. Il souligne que « toutes les parties au conflit ont perpétré des atrocités contre la population »¹³². En juillet 2024, Reuters rappelle que les deux camps sont accusés d'avoir attaqué des villages soupçonnés de collaborer avec l'ennemi et d'avoir exécuté des civils, y compris des femmes et des enfants. Les autorités ont démenti les informations selon lesquelles des soldats auraient tué des civils¹³³.

Les violences basées sur le genre, dont les viols¹³⁴, continuent. L'ONU a attribué des viols de filles commis durant l'année 2023 aux groupes djihadistes mais aussi aux VDP¹³⁵. AI relève que « les femmes qui vivent dans des localités assiégées sont particulièrement exposées à des violences commises par des groupes armés¹³⁶ ».

Du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, les affrontements armés (621) et les attaques contre les civils (424) constituaient les violences les plus fréquentes, comme le montre le graphique suivant :

¹³¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.

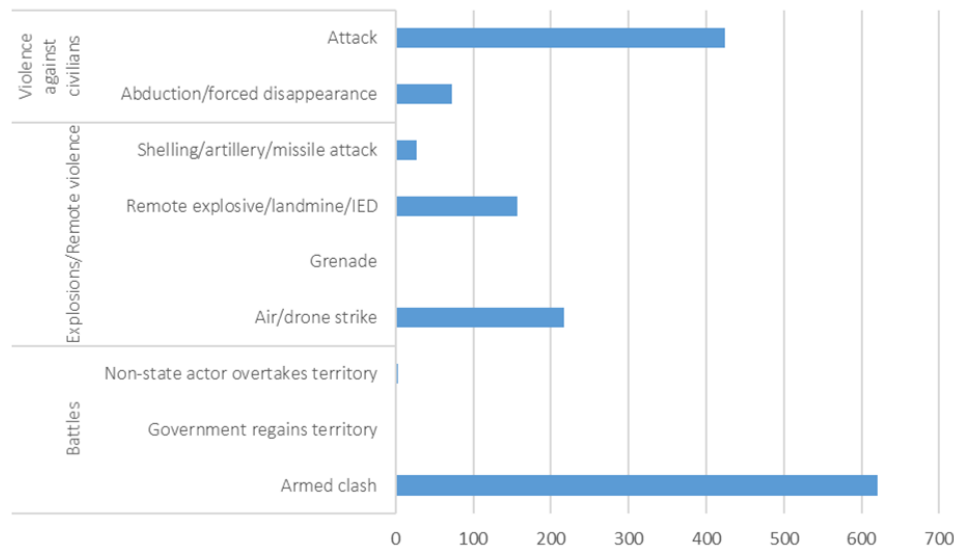
¹³² AI, 11/2023, [url](#)

¹³³ Reuters (Christensen S.), 02/07/2024, [url](#)

¹³⁴ AFP via VOA, 29/11/2023, [url](#)

¹³⁵ Nations unies – Conseil de sécurité, 03/06/2024, [url](#)

¹³⁶ AI, 11/2023, [url](#)



Types de violences entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024¹³⁷

4.2.2. Violences djihadistes

Le JNIM a développé un répertoire varié de tactiques violentes, recourant à des assassinats ciblés, des enlèvements, des attaques complexes et des campagnes militaires à grande échelle. L'une des tactiques caractéristiques du JNIM est le recours à la violence à distance, notamment aux engins explosifs improvisés (EEI), aux mines terrestres, aux roquettes et aux tirs de mortier¹³⁸.

Le JNIM déploie aussi fréquemment des explosifs pour détruire des infrastructures, notamment des installations militaires et de sécurité, des bâtiments gouvernementaux, des écoles, des antennes de télécommunications, des lignes et des pylônes électriques ainsi que des ponts¹³⁹.

Le groupe utilise également des tactiques non violentes pour atteindre ses objectifs. Il s'agit notamment de diverses formes de ressources et de financement pour soutenir ses activités, comme l'exploitation minière artisanale, le vol de bétail, la collecte de fonds, la collecte et l'extorsion de la zakat (ou aumône), le pillage et la taxation de biens et l'exploitation de chaînes d'approvisionnement licites et illicites. Le JNIM cherche à devenir un acteur concurrent de la gouvernance, à contrôler la population et à imposer sa vision de l'ordre insurrectionnel. Dans les zones qu'il contrôle ou influence, il régule le comportement social en imposant des codes vestimentaires, la ségrégation des sexes et d'autres règles qu'il considère comme conformes à son interprétation de l'islam. Bien que le JNIM ait une capacité bureaucratique relativement faible, il fournit certains services de base, notamment en matière de justice et de sécurité et de résolution des conflits, et gère l'accès des organisations non gouvernementales aux zones sous son contrôle¹⁴⁰.

Environ deux millions de civils étaient coincés dans 36 villes sous blocus au Burkina Faso à la fin de l'année 2023¹⁴¹. Onze des treize régions du pays sont concernées. La ville de Djibo est par exemple toujours sous embargo en juin 2024, comme d'autres villes de la région du Sahel (Kelbo, Arbinda,

¹³⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.

¹³⁸ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹³⁹ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹⁴⁰ ACLED, 13/11/2023, [url](#)

¹⁴¹ AJ, 16/06/2024, [url](#) ; NRC, 03/06/2024, [url](#)

Gorgadji). La situation économique dans ces villes est dramatique puisque les populations hôtes et déplacées n'ont pas accès à leurs terres et sont privées de leurs moyens de production¹⁴². Le prix des produits de base a été multiplié par cinq dans ces villes. Les services de santé y sont paralysés et les écoles sont fermées¹⁴³.

4.2.3. Enlèvements et enrôlements forcés

Les enlèvements et enrôlements forcés d'opposants, civils comme militaires, se sont multipliés depuis la prise de pouvoir d'Ibrahim Traoré¹⁴⁴. Les raptés qui visaient jusqu'ici les Peuls se sont étendus aux « voix gênantes »¹⁴⁵. Dorénavant, opposants politiques, journalistes, défenseurs des droits de l'homme ou simples citoyens critiquant le gouvernement – les journaux Le Monde et The Guardian expliquent par exemple en juin et juillet 2024 que les sources qui osent encore s'exprimer dans la capitale réclament systématiquement l'anonymat¹⁴⁶ – risquent l'enlèvement¹⁴⁷. Ibrahim Traoré utilise les VDP pour recruter de force des dissidents et des activistes afin de faire taire les critiques de tous bords, de « rééduquer » des « apatrides » ou de régler des comptes personnels¹⁴⁸. Les Nations unies ont condamné la poursuite des disparitions forcées et de la mobilisation forcée¹⁴⁹. Reuters n'a pu trouver aucune réponse publique des autorités à ces allégations et la junte n'a pas répondu aux demandes de commentaires sur un article à ce sujet¹⁵⁰.

Concrètement, selon diverses sources de presse, le régime d'Ibrahim Traoré utilise le décret de mobilisation générale pour étouffer toute critique envers son gouvernement. Pour rappel, ce texte permet aux autorités d'enrôler toute personne de plus de dix-huit ans et apte physiquement pour participer à l'effort de guerre, notamment à la lutte contre le djihadisme¹⁵¹.

Le média JA identifie trois acteurs impliqués dans ces enlèvements : l'Agence nationale de renseignement (ANR), la Direction de la sûreté de l'État (DSE) et la sécurité rapprochée de Traoré. Les individus arrêtés, qu'ils soient civils ou militaires, sont ensuite conduits dans des lieux de détention secrets, souvent une villa ministérielle au sud de Ouagadougou¹⁵².

Nombre de personnes passent par un lieu secret de Ouagadougou, « où ils peuvent subir brimades et tortures » selon JA. Une fois emmenés à un baraquement, JA décrit également un « premier bizutage » faisant office de punition. Les « réquisitionnés » reçoivent une formation de deux semaines avant d'être envoyés au front en tant que VDP en première ligne contre les groupes jihadistes¹⁵³.

Les différentes sources consultées évaluent à une vingtaine ou une trentaine le nombre de membres de la société civile ou d'acteurs politiques enlevés¹⁵⁴. Reuters affirme que la plupart des personnes

¹⁴² Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹⁴³ The Guardian, 05/07/2024, [url](#)

¹⁴⁴ Afrique XXI, 10/11/2023, [url](#) ; Nations unies – Conseil de sécurité, 01/07/2024, [url](#)

¹⁴⁵ Afrique XXI, 10/11/2023, [url](#)

¹⁴⁶ Le Monde (Le Cam M.), 17/06/2024, [url](#) ; The Guardian, 05/07/2024, [url](#)

¹⁴⁷ HRW, 27/02/2024, [url](#)

¹⁴⁸ La Croix (Douce S.) 31/10/2023, [url](#) ; ACLED, 26/03/2024, [url](#) ; Libération (Faivre A.), 23/05/2024, [url](#) ; JA, 06/07/2024, [url](#)

¹⁴⁹ ICG, s.d., [url](#)

¹⁵⁰ Reuters (Christensen S.), 02/07/2024, [url](#)

¹⁵¹ Courrier international, 15/01/2024, [url](#) ; DW, 11/03/2024, [url](#)

¹⁵² JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#) ; Libération (Faivre A.), 23/05/2024, [url](#)

¹⁵³ JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#)

¹⁵⁴ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024 ; JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#) ; Reuters (Christensen S.), 02/07/2024, [url](#)

enlevées n'ont toujours pas été retrouvées¹⁵⁵. Certaines ont été libérées et rares sont celles qui osent ensuite à nouveau critiquer le régime¹⁵⁶.

Le magazine Afrique XXI estime que plusieurs centaines de personnes ont été enlevées, si l'on considère les nombreux anonymes ciblés suite à un commentaire sur Internet ou sur base de leur ethnie peule et leur supposée connivence avec les groupes djihadistes¹⁵⁷.

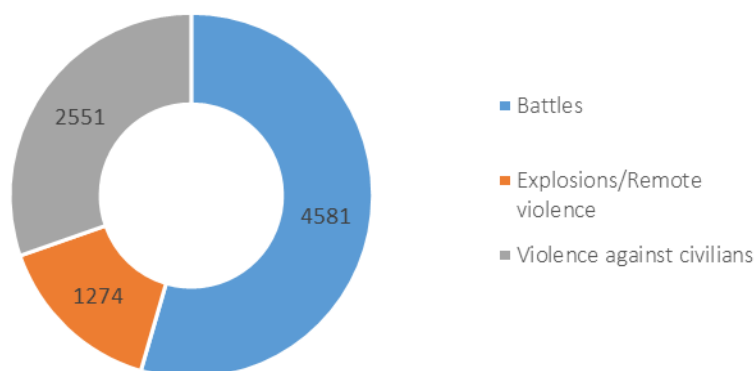
Selon l'expert de la situation sécuritaire au Sahel, les acteurs de la société civile qui sont arrêtés reçoivent une formation visant à en faire de bons patriotes sans subir de mauvais traitements. Par contre, plusieurs témoignages font état de cas de torture contre des opposants politiques arrêtés¹⁵⁸. De leur côté, JA, Libération et Reuters relatent et dénoncent plusieurs faits de torture, sans distinguer le caractère civil ou militaire de la victime¹⁵⁹.

Les réquisitions forcées ont été jugées illégales et ont été suspendues par le tribunal administratif de Ouagadougou¹⁶⁰. Elles ont pris fin en décembre 2023 selon Libération. Les enlèvements n'ont quant à eux pas cessé¹⁶¹.

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Pour la période du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, l'ACLED a recensé 8.406 morts au Burkina Faso dans des incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*¹⁶².



Nombre de morts par type d'incident du 10 juin 2023 au 21 juin 2024¹⁶³

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against*

¹⁵⁵ Reuters (Christensen S.), 02/07/2024, [url](#)

¹⁵⁶ JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#)

¹⁵⁷ Afrique XXI, 28/06/2024, [url](#)

¹⁵⁸ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹⁵⁹ JA (Roger B.), 28/06/2024, [url](#) ; Libération (Faivre A.), 23/05/2024, [url](#) ; Reuters (Christensen S.), 02/07/2024, [url](#)

¹⁶⁰ HRW, 27/02/2024, [url](#)

¹⁶¹ Libération (Faivre A.), 23/05/2024, [url](#)

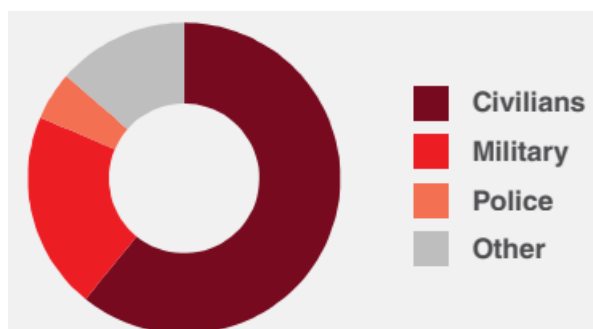
¹⁶² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#)

¹⁶³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.

civilians, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED considère que le personnel des forces de sécurité fait partie des civils lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil – donc non armé¹⁶⁴.

Durant la période considérée par ce rapport, les *incidents of civilian targeting* représentent 38 % des 1.524 incidents au total (soit 586) et 35 % de la totalité des décès, soit 2.936¹⁶⁵.

Selon le Global Terrorism Index 2024, pour la cinquième année consécutive, les civils sont le groupe le plus visé au Burkina Faso (plus de 59 % de tous les décès liés au terrorisme), avec une augmentation de 56 % de décès par rapport à l'année précédente :



Cibles des attaques terroristes en 2023¹⁶⁶

5.2. Analyse

Dans son rapport de décembre 2023, l'ICG analyse les décès des civils :

« En 2023, la majorité de ces civils ont été tués par les jihadistes, en particulier par le Jnim. Avec les recrutements de la seconde vague de VDP, les jihadistes s'en sont pris de façon plus systématique aux civils, même si une première montée des violences jihadistes contre les civils avait déjà été observée à l'époque du président Damiba. Le Jnim cible, en menant des enlèvements ou des exécutions, principalement des individus associés aux VDP, soit par parenté, soit par implication dans les recrutements ou le soutien au mouvement VDP. Il assume, et revendique même, cette stratégie. Peu après l'annonce du recrutement de 50 000 VDP, le Jnim a, par exemple, menacé dans une vidéo de cibler les civils qui aideront le pouvoir burkinabè dans sa lutte anti-terroriste »¹⁶⁷.

L'expert de la situation sécuritaire au Sahel indique que de 2019 à 2022, les forces armées et les koglweogo ou VDP ont commis des massacres de masse ou de civils, principalement contre les communautés peules. Depuis la fin de l'année 2022 et l'arrivée du nouveau régime, la multiplication des opérations antiterroristes a entraîné encore plus de massacres. La création des VDP a eu deux conséquences. D'une part, dans toutes les zones où les VDP opèrent, l'expert constate une violence généralisée contre les civils, en particulier sur une base communautaire (contre les Peuls). D'autre part, les djihadistes ciblent systématiquement tous les villages où les VDP sont installés. Par ailleurs,

¹⁶⁴ ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

¹⁶⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#)

¹⁶⁶ IEP, 06/03/2024, [url](#)

¹⁶⁷ ICG, 15/12/2023, [url](#)

le JNIM a accru sa présence dans les zones où il était peu présent jusqu'en 2022 (Centre-Est, Hauts-Bassins, Sud-Ouest)¹⁶⁸.

En conséquence, toujours selon l'expert, les civils ne sont plus tant visés sur base de leur ethnie que sur base de leur localisation géographique. Il cite par exemple les commerçants accusés d'être des logisticiens de groupes djihadistes, les civils vivant à proximité des zones djihadistes, les villages accusés de ne pas avoir informé les forces armées d'une attaque et les villages non déplacés (soupçonnés de collaborer avec les djihadistes)¹⁶⁹.

L'expert constate une augmentation sans précédent du nombre de massacres depuis celui de Zaongo (Centre-Nord) en novembre 2023, comme par exemple 150 civils tués autour de Djibo en décembre 2023, 170 civils tués autour de Thiou le 26 février 2024, 150 civils tués près de Gayeri le 27 février 2024, des dizaines de civils tués à Kelbo mi-avril 2024, une centaine de civils tués dans un site d'extraction d'or dans la province de Seno le 20 avril 2024. Cette spirale de violence favorise le recrutement des groupes djihadistes dans toutes les communautés¹⁷⁰.

Les communautés peules restent ciblées par les VDP selon l'ICG et l'ACLED. En mars 2024, l'ACLED écrit que les violences des VDP sont dirigées de manière disproportionnée contre ces communautés peules, y compris les personnes déplacées dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord et du Nord, qui à l'époque étaient aussi généralement les régions les plus touchées par la violence politique. Ces actions attribuées aux VDP illustrent une tendance persistante à la violence motivée par des considérations ethniques. Sous prétexte d'éradiquer les complices des djihadistes, les violences extrajudiciaires des VDP exacerbent les tensions ethniques et stimulent le recrutement de djihadistes parmi les communautés pastorales. Mais elles soulèvent également de graves questions en matière de droits humains et contribuent à l'impunité en sapant en fin de compte l'État de droit et en alimentant d'autres conflits¹⁷¹.

En décembre 2023, l'ICG note que les Peuls se retrouvent particulièrement exposés aux violences des VDP ou des forces armées :

« Cette réalité mine la cohésion sociale. Dans le Centre-Nord, le Nord, le Grand Ouest (Boucle du Mouhoun, Hauts Bassins, Sud-Ouest) et la province du Gourma de la région de l'Est, les communautés non mossi perçoivent les VDP (majoritairement mossi) comme un moyen de renforcer l'assise moagha dans des territoires périphériques où ils sont minoritaires. Dans le Sud-Ouest et dans les Hauts-Bassins, des cas d'éviction de terre et d'exécution ont été récemment documentés, opposant des VDP mossi à des VDP de communautés autochtones bobo et lobi. Dans l'Oudalan, les communautés touareg et peul accusent les VDP majoritairement songhaï de servir un agenda communautaire, en particulier à Markoye »¹⁷².

Les djihadistes cherchent à détériorer les rapports intercommunautaires et l'harmonie religieuse en attaquant des lieux de cultes (églises ou mosquées) et en instrumentalisant la religion, comme le rappellent en mars 2024 Bakary Sambe, enseignant-chercheur à l'université Gaston Berger de Saint-Louis et directeur régional du Timbuktu Institute¹⁷³, ou en juillet 2023 Laurent Dabiré, évêque de Dori et président de la Conférence épiscopale du Burkina-Niger¹⁷⁴.

¹⁶⁸ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹⁶⁹ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, entretien, 25/05/2023

¹⁷⁰ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, entretien, 25/05/2023

¹⁷¹ ACLED, 26/03/2024, [url](#)

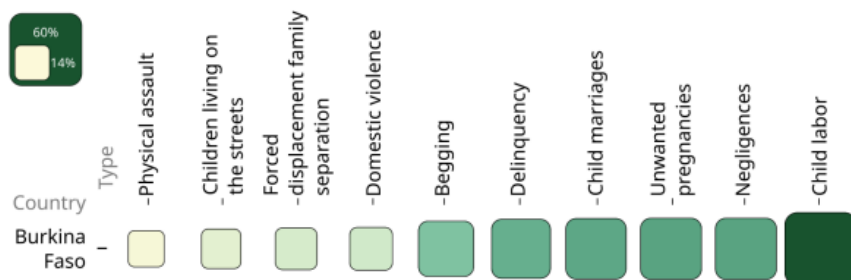
¹⁷² ICG, 15/12/2023, [url](#)

¹⁷³ La Croix international, 19/06/2024, [url](#)

¹⁷⁴ RFI, 27/07/2023, [url](#)

Un rapport du Secrétaire général des Nations unies de juin 2024 s'intéresse à l'impact du conflit armé sur les enfants. Ce rapport indique que 1.219 violations graves ont été commises contre 941 enfants au Burkina Faso durant l'année 2023. Nombre d'entre eux ont été tués, par exemple dans des tirs croisés entre les parties au conflit. Il confirme que les groupes djihadistes recrutent et utilisent des enfants au combat. Par ailleurs, en 2023, 259 enfants ont été enlevés, principalement par des groupes djihadistes¹⁷⁵.

Le Projet 21 est un dispositif de monitoring de protection inter-agence principalement constitué de questionnaires ménages et informateurs clés. Ce projet a mené des entretiens dans onze des treize régions du pays afin de récolter des données auprès de plus de 9.500 personnes. Le graphique ci-dessous s'intéresse aux violations subies par les enfants en 2023 :



Principales violations des droits de l'enfant en 2023¹⁷⁶

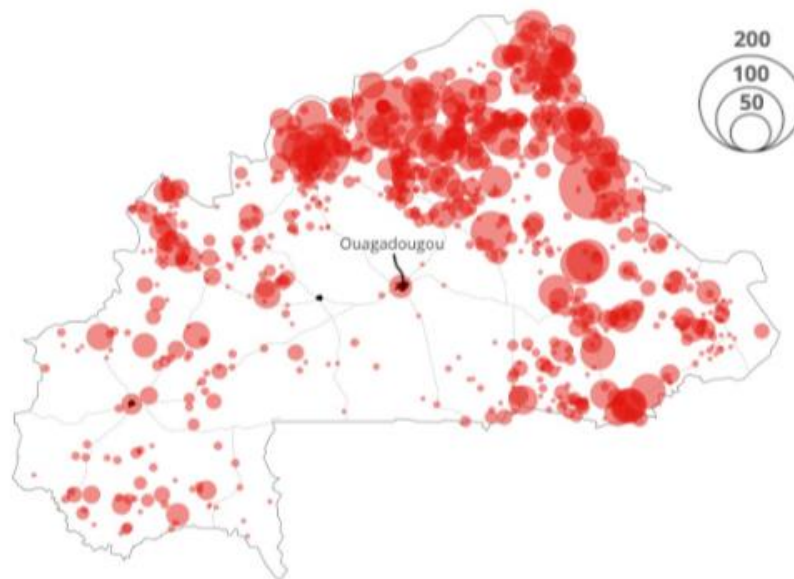
6. Répartition géographique

6.1. Généralités

Selon les données de l'ACLED traitées par José Luengo-Cabrera, de janvier 2019 à mars 2024, les civils tués par la violence se répartissent de la manière suivante :

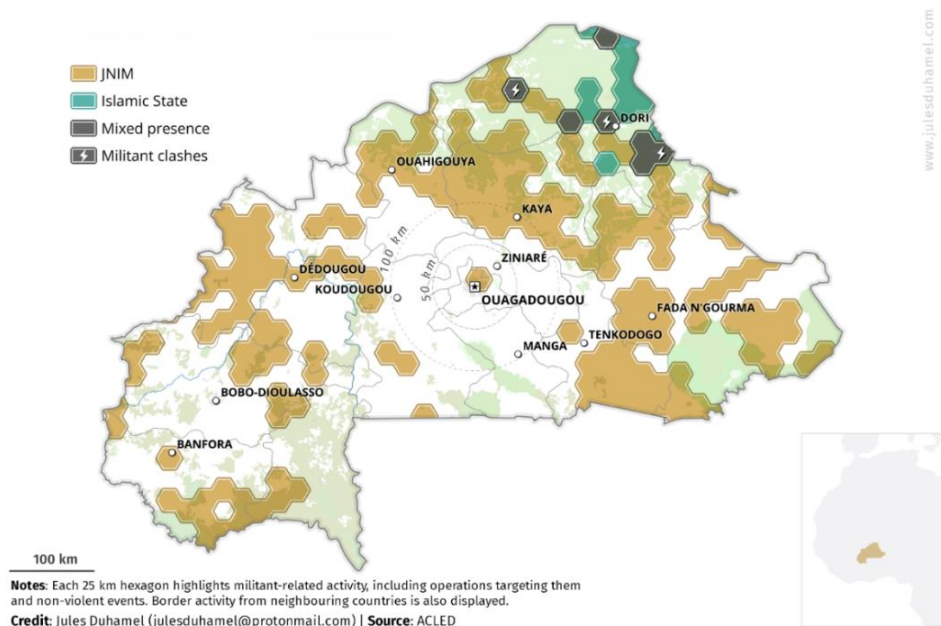
¹⁷⁵ Nations unies – Conseil de sécurité, 03/06/2024, [url](#)

¹⁷⁶ Project 21, 30/04/2024, [url](#)



Répartition géographique des civils tués de janvier 2019 à mars 2024¹⁷⁷

Le cartographe Jules Duhamel a quant à lui traité les données de l'ACLED du 1^{er} janvier au 24 mai 2024 pour établir la carte suivante¹⁷⁸ :



Zones d'activité des groupes djihadistes du 1^{er} janvier au 24 mai 2024¹⁷⁹

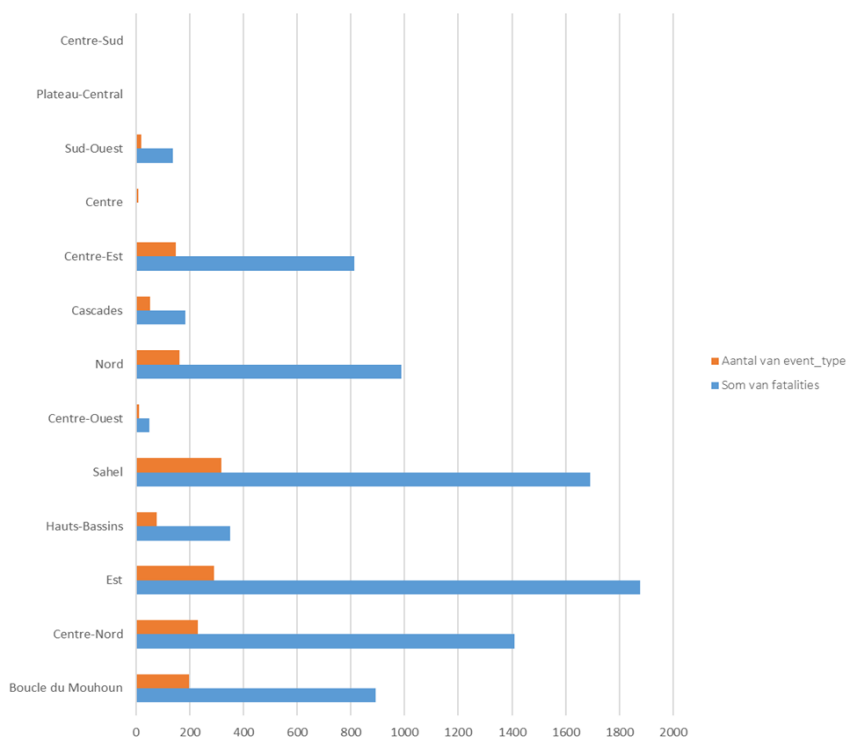
Toujours selon les données de l'ACLED, du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, la région de l'Est a été la plus touchée par l'insécurité (1.878 victimes), suivie par les régions du Sahel (1.692 victimes) et du

¹⁷⁷ Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), 25/04/2024, [url](#)

¹⁷⁸ Duhamel J., 18/06/2024, [url](#)

¹⁷⁹ Duhamel J., 18/06/2024, [url](#)

Centre-Nord (1.409 victimes)¹⁸⁰. Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par région durant cette période :



Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024¹⁸¹

Dans les trois régions les plus touchées (Centre-nord, Est et Sahel), la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires s'ajoutent à l'insécurité causée par les groupes djihadistes¹⁸².

L'expert de la situation sécuritaire au Sahel qui s'exprimait en juin 2024 souligne plusieurs tendances. Les attaques dans la région du Sahel sont rares mais les zones rurales y sont totalement contrôlées par le JNIM. Ce dernier poursuit ses avancées dans la région du Centre-Nord jusqu'aux abords de la ville de Kaya. Cette région connaît des attaques lourdes et fréquentes. La région de l'Est devient le principal bastion du JNIM dans le pays selon l'expert en sécurité, ainsi que la première région en termes d'attentats. La plupart des capitales provinciales (Diapaga, Kompienga, Kantchari, etc.) subissent un blocus. La ville de Fada Ngourma est progressivement encerclée, avec des attaques sur les villages proches et des enlèvements dans la ville. Le JNIM se développe également dans la région du Centre-Est, qui connaît dès lors une détérioration profonde de sa situation sécuritaire¹⁸³. En avril 2024, la violence a plus que doublé par rapport au mois précédent dans cette région selon l'ACLED¹⁸⁴. Dans la région du Nord, la situation continue de se dégrader¹⁸⁵. Dans les régions qui subissent une forte pression djihadiste, la majorité des VDP se concentrent dans les grandes villes dont les jihadistes

¹⁸⁰ ACLED, s.d., [url](#)

¹⁸¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#). Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED.

¹⁸² REACH, 28/06/2024, [url](#)

¹⁸³ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹⁸⁴ ACLED, 10/05/2024, [url](#)

¹⁸⁵ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

ne tentent pas de s'emparer (comme Ouahigouya, Dédougou, Tenkodogo, Kaya ou Fada N'Gourma)¹⁸⁶. L'ICG relève que :

« [les] VDP nationaux et communaux concentrent leurs opérations avec les forces armées dans les grandes villes des provinces et leurs environs immédiats. Les déplacements des VDP nationaux et communaux se limitent souvent à ces espaces. Les sorties plus lointaines se résument souvent à de grands convois mixtes armée-VDP qui sillonnent les grands axes – généralement pour sécuriser des convois de ravitaillement ou escorter des commerçants »¹⁸⁷.

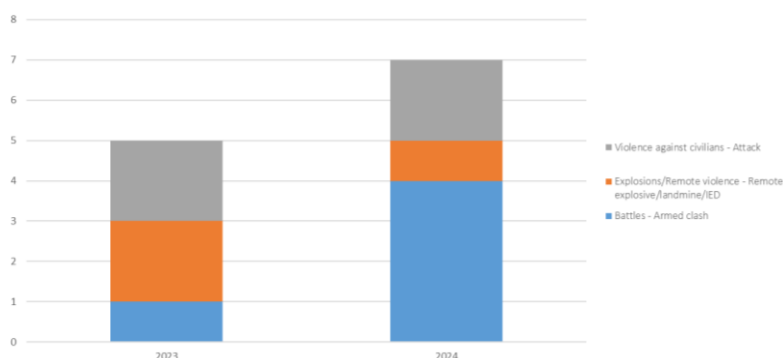
La situation dans la région de la Boucle du Mouhou dans celle des Hauts-Bassins n'a pas évolué depuis la dernière édition du rapport sur la situation sécuritaire, avec des opérations, attaques, contrôles ou blocus du JNIM¹⁸⁸.

L'expert note une légère amélioration dans les régions du Sud-Ouest, Cascades et Centre-Ouest, même si la situation y demeure hautement volatile¹⁸⁹. Dans ces régions où la pression djihadiste est moins forte, l'ICG note que « les VDP peuvent mener, conjointement ou non avec l'armée, des opérations offensives contre les insurgés dans les zones rurales reculées »¹⁹⁰.

Selon un rapport de décembre 2023 publié par l'ICG, « [s]eules les régions du Centre et du Plateau central sont encore épargnées, exception faite des trois attaques survenues dans la capitale entre 2016 et 2018 »¹⁹¹. Pour cinq régions particulières (Centre-Ouest, Sud-Ouest, Centre, Centre-Sud et Plateau-Central), les données de l'ACLED sont développées dans les points suivants de manière plus précise.

6.2. Centre-Ouest

Les incidents mentionnés au chapitre 4.1., survenus entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024 dans la région du Centre-Ouest (douze au total), se déclinent de la manière suivante :



Types d'incidents du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Centre-Ouest¹⁹²

Certains de ces incidents (cinq au total) ont mortellement touché des civils, comme le montre le graphique suivant :

¹⁸⁶ ICG, 15/12/2023, [url](#)

¹⁸⁷ ICG, 15/12/2023, [url](#)

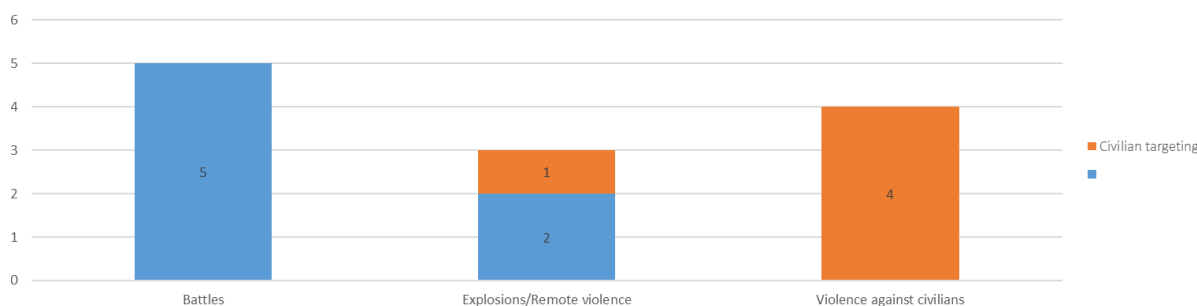
¹⁸⁸ CGRA, 13/07/2023, [url](#) ; expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹⁸⁹ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

¹⁹⁰ ICG, 15/12/2023, [url](#)

¹⁹¹ ICG, 15/12/2023, [url](#)

¹⁹² ACLED, 21/06/2024, [url](#)



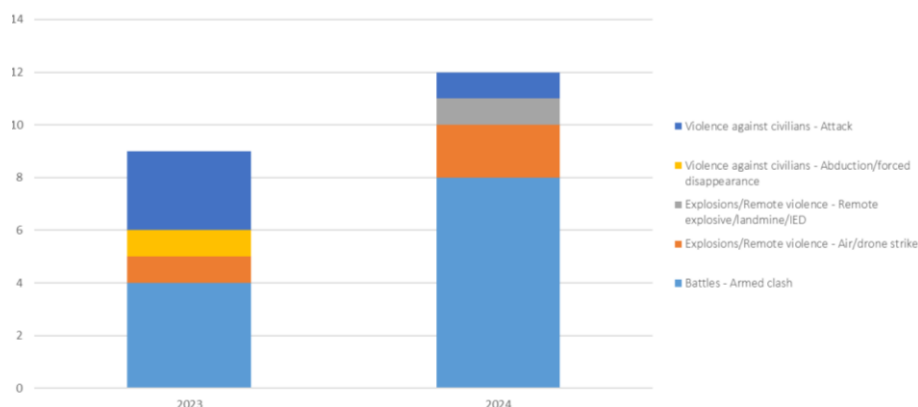
Incidents mortels du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Centre-Ouest¹⁹³

Ces cinq incidents ont causé la mort de 26 personnes, soit 53 % des décès provoqués par les trois types d'incidents considérés pour cette recherche dans cette région¹⁹⁴.

6.3. Sud-Ouest

L'ICG note que les militants du JNIM ont affronté les forces gouvernementales et les VDP tout au long du mois d'avril 2024, faisant de nombreuses victimes, notamment dans la région du Sud-Ouest, ainsi que dans celles de l'Est, de la Boucle du Mouhoun, du Sud-Ouest, du Sahel, du Centre-Est, du Nord et du Centre-Nord¹⁹⁵.

Les incidents mentionnés au chapitre 4.1., survenus entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024 dans la région du Sud-Ouest (21 au total), se déclinent de la manière suivante :



Types d'incidents du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Sud-Ouest¹⁹⁶

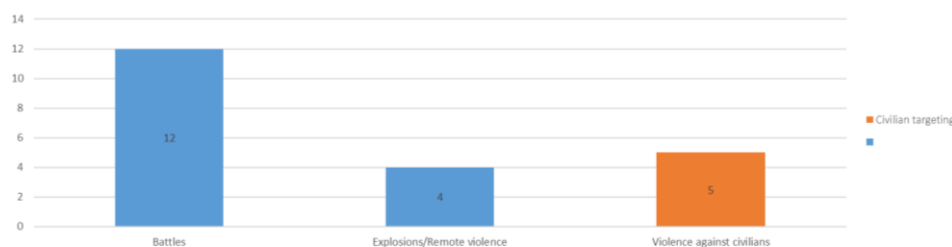
Pour la même période et la même région, certains de ces incidents (5 au total) ont mortellement touché des civils, comme le montre le graphique suivant :

¹⁹³ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

¹⁹⁴ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

¹⁹⁵ ICG, s.d., [url](#)

¹⁹⁶ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

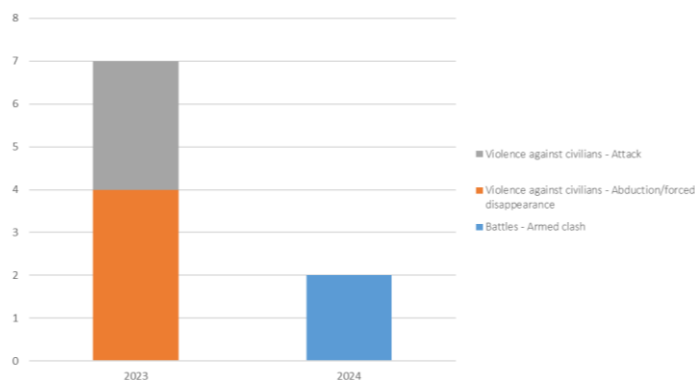


Incidents mortels du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Sud-Ouest¹⁹⁷

Ces cinq incidents ont causé la mort de 25 personnes, soit 18 % des décès provoqués par les trois types d'incidents considérés pour cette recherche dans cette région¹⁹⁸.

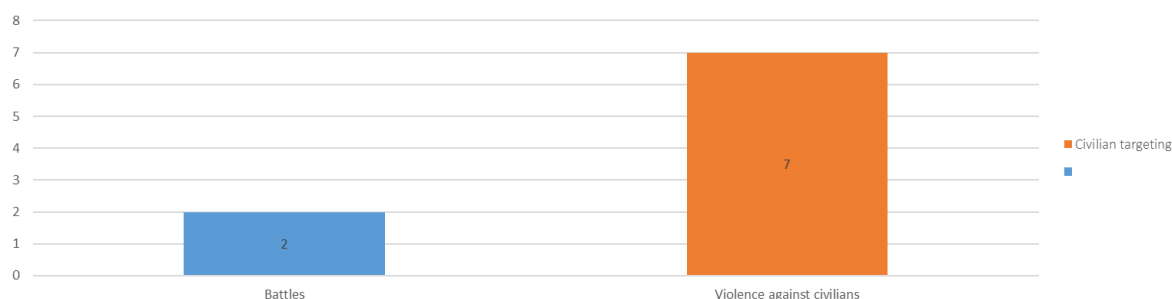
6.4. Centre et Ouagadougou

Les incidents mentionnés au chapitre 4.1., survenus entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024 dans la région du Centre (neuf au total), se déclinent de la manière suivante :



Types d'incidents du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Centre¹⁹⁹

Parmi ces incidents, pour la même période et la même région, certains (sept au total) ont mortellement touché des civils, comme le montre le graphique suivant :



Incidents mortels du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Centre²⁰⁰

¹⁹⁷ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

¹⁹⁸ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

¹⁹⁹ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

²⁰⁰ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

Ces sept incidents ont causé les trois décès provoqués par les trois types d'incidents considérés pour cette recherche dans cette région²⁰¹.

Ouagadougou, à la fois capitale politique, économique et culturelle du Burkina Faso, est située dans la région du Centre, dans la province du Kadiogo. La plus grande ville du pays couvre 0,2 % du territoire national (518 km²) et compte 2.415.266 habitants (soit 11,78 % de la population totale du pays), selon le dernier recensement effectué en 2019²⁰². À l'horizon 2050, le taux d'urbanisation au Burkina Faso passera la barre des 50 % et s'observera principalement à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso²⁰³. Le « Grand Ouaga » intègre les communes rurales environnantes du territoire administratif de la ville (Pabré, Tanghin-Dassouri, Komki-Ipala, Komsilga, Koubri, Saaba et Loubila) et couvre 3.300 km²²⁰⁴. Le nombre de déplacés internes dans la Région du Centre est présenté au chapitre 7.

Entre 2016 et 2018, la capitale a été touchée par trois attentats²⁰⁵. Depuis 2018, aucune attaque de grande envergure n'a eu lieu à Ouagadougou. Les chiffres de l'ACLED montrent que dans cette ville, du 10 juin 2023 au 21 juin 2024, neuf incidents – à savoir deux *Battles* (deux *Armed clashed* en l'occurrence²⁰⁶) et sept *Violence against civilians* (quatre *Abduction/Forced disappearance* et trois *Attacks*) – ont causé trois décès. Ces incidents sont ceux repris dans le graphique ci-dessus pour toute la région. Les incidents visant des civils ont tous été causés par des FDS. Toutes les *Violences against civilians* se sont déroulées en 2023 et toutes les *Battles* ont eu lieu en 2024²⁰⁷.

Toutefois, la possibilité que la ville de Ouagadougou tombe sous le contrôle des djihadistes est bien réelle selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) en mars 2023²⁰⁸. Cette même institution souligne que même si Ouagadougou bénéficie d'un avantage défensif en raison de sa position sur un plateau, l'expansion des groupes djihadistes risque de couper la capitale des principales routes de transit utilisées pour le commerce²⁰⁹.

L'ICG constate en décembre 2023 que « les populations de la capitale [...] sont conscientes que le jihadisme n'est plus un phénomène périphérique, mais qu'il se rapproche dangereusement de la ville »²¹⁰.

En mars 2024, l'état-major général des armées alerte sur le risque d'attentats dans les centres urbains²¹¹. Le 13 juin 2024, le chef d'état-major demande que tous les soldats regagnent leur détachement pour se préparer à faire face à toute attaque dans la capitale²¹². L'expert en sécurité rencontré en juin 2024 estime que le JNIM va en toute logique commettre un attentat à Ouagadougou, dans le but d'affaiblir le régime et son narratif selon lequel la situation sécuritaire est sous contrôle²¹³.

²⁰¹ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

²⁰² INSD, 12/2022, [url](#)

²⁰³ UNFPA, 11/2020, [url](#)

²⁰⁴ Les Ateliers de maîtrise d'œuvre urbaine de Cergy Pontoise, 03/2019, [url](#)

²⁰⁵ France 24, 18/01/2016, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 14/08/2017, [url](#) ; Libération (Macé C.), 12/05/2019, [url](#)

²⁰⁶ Le 17 mai 2024, un tireur non identifié a ouvert le feu sur la sentinelle postée devant la présidence dans la ville de Ouagadougou. Au moins deux soldats ont été blessés. Les soldats ont réagi en tirant à leur tour. De nombreux habitants se sont rassemblés dans la ville pour soutenir la transition, dénonçant une tentative de déstabilisation. Sources : JA (Roger B.), 18/05/2024, [url](#) ; ACLED, 21/06/2024, [url](#)

²⁰⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, [url](#)

²⁰⁸ CESA (Siegle J., Williams W.), 16/03/2023, [url](#)

²⁰⁹ CESA, 12/09/2023, [url](#)

²¹⁰ ICG, 15/12/2023, [url](#)

²¹¹ APA, 03/03/2024, [url](#)

²¹² RFI, 14/06/2024, [url](#)

²¹³ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

Ceci étant, la situation sécuritaire dans le pays n'a pas de conséquence directe sur le fonctionnement des services de base dans la capitale ou à Bobo Dioulasso. Les écoles, marchés, hôpitaux et autres services de base continuent de fonctionner normalement selon deux experts consultés par le Cedoca²¹⁴. Le Cedoca constate que la région du Centre n'est pas prise en compte par les agences onusiennes lorsqu'il s'agit d'identifier des infrastructures scolaires ou sanitaires fermées dans le cadre de l'insécurité²¹⁵. L'un des deux experts sollicités soulève toutefois que le coût de la vie a augmenté à cause des taxes supplémentaires imposées dans le contexte du conflit armé²¹⁶.

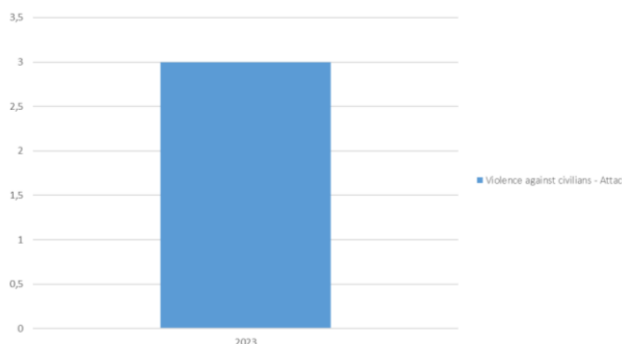
The New Humanitarian (TNH) affirme en janvier 2024 que plus de 30.000 Burkinabè sont arrivés dans la capitale ces dernières années. Malgré la sécurité et les possibilités d'emploi qu'offre cette ville, les personnes déplacées ont dû faire face à des loyers élevés et à un manque d'assistance et de reconnaissance de la part des organisations humanitaires et des autorités publiques. Les personnes interrogées par les journalistes tentent plutôt d'améliorer leur quotidien avec le soutien d'associations locales, de voisins et d'amis. L'une d'entre elle explique que de nombreuses personnes préfèrent rester dans de petites villes autour de Ouagadougou parce que la vie y est moins chère²¹⁷.

L'école publique accueille le plus grand nombre d'enfants scolarisés en situation d'urgence. Dans certains quartiers non lotis périphériques de la capitale, comme par exemple Sakoula, la majorité des écoles sont toutefois privées, ce qui provoque une augmentation des coûts de scolarisation pour des parents déjà démunis²¹⁸.

6.5. Centre-Sud

La région du Centre-Sud n'a pas subi d'attaques ni d'incursions djihadistes selon l'expert de la situation sécuritaire au Sahel²¹⁹.

Les incidents mentionnés au chapitre 4.1., survenus entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024 dans la région du Centre-Sud (trois au total), se déclinent de la manière suivante :



Types d'incidents du 10 juin 2023 au 21 juin 2024 dans la région du Centre-Sud²²⁰

²¹⁴ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024 ; expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, message par média social, 27/06/2024

²¹⁵ Voir points 8.1. et 8.2.

²¹⁶ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, message par média social, 27/06/2024

²¹⁷ TNH (Saré W., Tringali G.), 10/01/2024, [url](#)

²¹⁸ HCR, 09/11/2023, [url](#)

²¹⁹ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

²²⁰ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

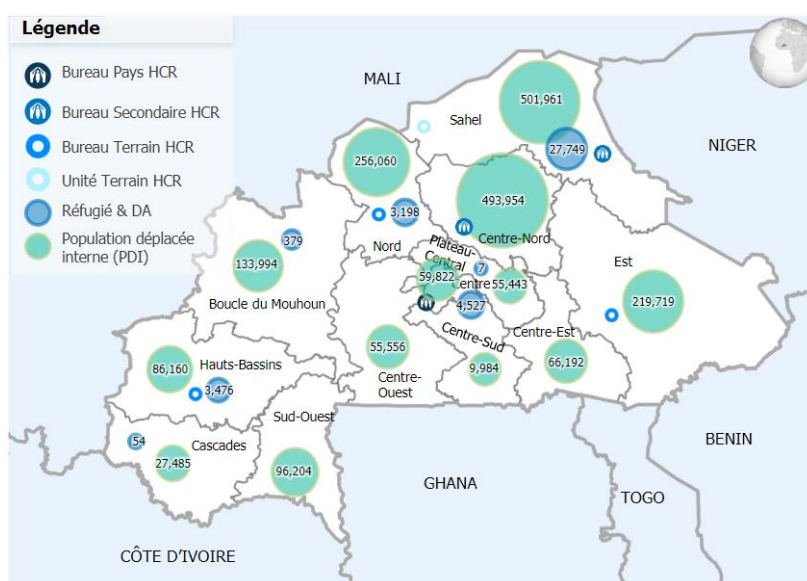
Ces trois incidents ont mortellement touché cinq personnes, soit la totalité des victimes causées par les trois types d'incidents considérés pour cette recherche dans cette région ²²¹.

6.6. Plateau-Central

Parmi les incidents mentionnés au chapitre 4.1., entre le 10 juin 2023 et le 21 juin 2024, une seule attaque, reprise sous l'appellation *civilian targeting*, a mortellement touché un civil selon les données de l'ACLED²²². Le 27 avril 2024, des VDP ont arrêté et tué un homme âgé de la communauté peule à la périphérie de la ville de Zitenga (province de l'Oubritenga). Il était accusé de collaborer avec les militants du JNIM²²³.

7. Déplacements de population

Il y avait en mars 2023 officiellement 2,06 millions de personnes déplacées internes. Aucun nouveau recensement n'a été organisé depuis lors²²⁴. Les données du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) exploitées par les agences onusiennes sont reprises sur la carte ci-dessous :



Populations déplacées en mars 2023²²⁵

Selon plusieurs ONG consultées par l'expert qui s'exprimait en juin 2024, entre 2,8 et 3 millions de personnes étaient déplacées à ce moment. Cette estimation tient compte des retours organisés par les autorités dans certains villages, par exemple Djigoué dans le Sud-Ouest²²⁶. Des retours sont également mentionnés dans les régions de l'Est et du Centre-Nord²²⁷.

²²¹ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

²²² ACLED, 21/06/2024, [url](#)

²²³ ACLED, 21/06/2024, [url](#)

²²⁴ OCHA, s.d., [url](#) ; expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024 ; HCR, 09/07/2024, [url](#)

²²⁵ HCR, 09/07/2024, [url](#)

²²⁶ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

²²⁷ REACH, 28/06/2024, [url](#)

Selon un classement du Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC) publié en juin 2024, le Burkina Faso vit pour la deuxième année consécutive la crise de déplacement la plus négligée au monde²²⁸. Le rapport du NRC annonce 707.000 nouveaux déplacements à l'intérieur du pays par rapport à l'année précédente²²⁹.

Dès lors que la situation sécuritaire continue de se dégrader dans le pays, de nombreux burkinabè n'ont d'autre choix que de se déplacer en dehors du pays, et se réfugient en Côte d'Ivoire (60.000), au Mali (70.000), au Ghana (15.000), au Togo (35.000) et au Bénin (12.000)²³⁰. Deux journalistes travaillant pour différents médias indiquent que les demandeurs de protection internationale peuls au Ghana y sont exclus de l'enregistrement ou sont ciblés pour des expulsions²³¹.

Au 30 avril 2024, 39.604 personnes, presque exclusivement des Maliens, ont trouvé refuge au Burkina Faso et 74 % d'entre eux vivent dans des communautés hôtes dans la région du Sahel. Ils étaient 36.949 en juillet 2023²³².

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

Dans son rapport de novembre 2023, AI décrit les attaques de groupes armés contre la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, à savoir l'interdiction d'accès aux champs et aux pâturages, le pillage et l'impôt forcé, les attaques contre les convois de ravitaillement, les conséquences des sièges et de ces attaques contre les moyens de subsistance (dont l'inflation des prix sur les produits de base) ainsi que les attaques contre les infrastructures d'approvisionnement en eau²³³.

En avril 2024, HRW met en évidence plusieurs actions des groupes djihadistes : siège des villes et des villages, blocage de l'acheminement de nourriture, de produits de première nécessité et d'aide humanitaire à la population civile, ce qui provoque la famine et des maladies parmi les habitants et les personnes déplacées. HRW estime que ces actes constituent « des violations du droit international humanitaire assimilables à des crimes de guerre »²³⁴.

Selon l'ONU, en mars 2024, 6,3 millions de personnes (sur une population totale de 20 millions) ont besoin d'une assistance humanitaire²³⁵. Le NRC alerte en juin 2024 sur le fait qu'un demi-million de personnes n'ont pas accès à l'aide humanitaire dans certaines zones du pays²³⁶, comme à Foutouri dans la région de l'Est où les ONG ont été chassées et où les habitants se retrouvent seuls face à l'armée et aux djihadistes²³⁷. Les agences humanitaires déclarent ne disposer que de 17 % des fonds nécessaires pour aider la population²³⁸.

²²⁸ AFP via Le Monde, 03/06/2024, [url](#)

²²⁹ NRC, 03/06/2024, [url](#)

²³⁰ Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024

²³¹ TNH (Courtright J.), 18/04/2024, [url](#) ; Afrique XXI (Chauvet C.), 09/05/2024, [url](#) ; RFI, 23/04/2024, [url](#) ; TV5 Monde, 23/05/2024, [url](#)

²³² HCR, 04/2024, [url](#)

²³³ AI, 11/2023, [url](#)

²³⁴ HRW, 25/04/2024, [url](#)

²³⁵ JA, 22/03/2024, [url](#)

²³⁶ NRC, 03/06/2024, [url](#)

²³⁷ France 24, 14/05/2024, [url](#)

²³⁸ The Guardian, 05/07/2024, [url](#)

8.1. Education

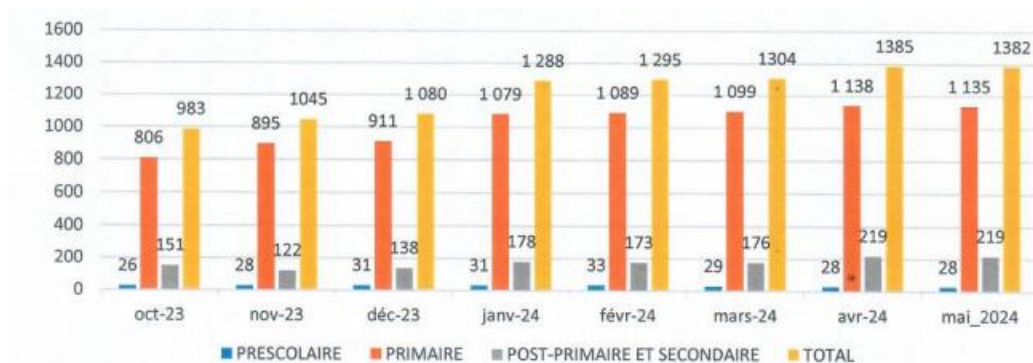
Des écoles sont également utilisées à des fins militaires, selon AI qui explique ceci :

« Les fermetures d'écoles peuvent être dues à des attaques de groupes armés ciblant les établissements ou les affectant, à des enlèvements ou homicides d'enseignant·e·s, ou encore à la crainte de voir de tels actes se produire. Parfois, les établissements scolaires sont fermés parce que les groupes armés qui contrôlent la zone interdisent aux habitant·e·s d'envoyer leurs enfants dans ce qu'ils considèrent comme des systèmes éducatifs de style occidental »²³⁹.

La Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (Global Coalition to Protect Education from Attack, GCPEA) note dans un rapport de juin 2024 que les élèves, enseignants et écoles ont été la cible de plus de 270 attaques en 2022 et 2023, principalement de la part de groupes armés. Ce chiffre représente une forte hausse par rapport aux années précédentes²⁴⁰.

Lors de la rentrée scolaire 2023-2024, au moins une école sur quatre est restée fermée en raison de la violence et de l'insécurité. En conséquence, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF) estime qu'un million d'enfants n'étaient pas scolarisés et étaient exposés à de nombreuses menaces²⁴¹. En mai 2024, 393 structures éducatives ont été délocalisées pour des raisons sécuritaires, dont six dans la région du Sud-Ouest. Par ailleurs, 432.390 élèves étaient des déplacés internes²⁴².

Un cycle de collecte de données a permis pour l'année scolaire 2023-2024 de rapporter le nombre d'établissements scolaires rouverts entre octobre 2023 et mai 2024, comme illustré sur le graphique ci-dessous :



Réouvertures d'établissements scolaires du 31 octobre 2023 au 31 mai 2024²⁴³

Un reportage du Guardian explique en juillet 2024 que les écoles qui accueillent les personnes déplacées sont débordées, certaines ayant construit des salles de classe supplémentaires en plein air pour accueillir les nouveaux élèves. D'autres élèves poursuivent leurs études par radio²⁴⁴.

Le dernier aperçu de la situation humanitaire publié par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs,

²³⁹ AI, 11/2023, [url](#)

²⁴⁰ GCPEA, 06/2024, [url](#)

²⁴¹ UNICEF, 02/10/2023, [url](#)

²⁴² République du Burkina Faso, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, 10/06/2024, [url](#)

²⁴³ République du Burkina Faso, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, 10/06/2024, [url](#)

²⁴⁴ The Guardian, 05/07/2024, [url](#)

OCHA) procure des données jusqu'à la date du 31 janvier 2024. Il note à cette date la fermeture de 5.400 écoles, impactant 800.00 élèves, ce qui représente une diminution par rapport aux données d'avril 2023 :

Région	# écoles fermées	% des écoles fermées	# total des élèves affectés par les fermetures	% total des élèves affectés par les fermetures
Boucle du Mouhoun	1,089	48%	205K	22%
Cascades	155	16%	20K	5%
Centre-Est	217	11%	29K	4%
Centre-Nord	926	44%	146K	18%
Centre-Ouest	43	2%	4K	1%
Centre-Sud	0	0%	0K	0%
Est	1,020	58%	170K	20%
Hauts-Bassins	134	5%	16K	2%
Nord	668	27%	114K	15%
Sahel	1,030	86%	118K	18%
Sud-Ouest	83	7%	10K	3%

Situation des écoles au 31 janvier 2024²⁴⁵

8.2. Santé

Le conflit a des répercussions majeures sur l'accès aux fournitures médicales et les établissements de santé ne peuvent plus opérer normalement en raison de l'insécurité. Les professionnels de la santé doivent réduire leurs déplacements terrestres et utiliser le transport aérien, coûteux et rare, pour continuer leur travail dans les régions du nord du pays²⁴⁶.

La communauté humanitaire estime en 2024 que 3,5 millions de personnes ont besoin de soins de santé d'urgence, soit une augmentation de 25 % comparativement à l'année 2023²⁴⁷.

Selon les données du ministère de la Santé du 31 janvier 2024, reprises par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mai 2024, près de 37 % des formations sanitaires étaient fermées ou fonctionnaient *a minima* dans dix des treize régions du pays, ce qui privait plus de quatre millions de personnes d'accès aux soins de santé. La répartition de ces formations sanitaires est la suivante :

²⁴⁵ OCHA, 31/04/2024, [url](#)

²⁴⁶ AI, 11/2023, [url](#)

²⁴⁷ OMS, 31/05/2024, [url](#)

Région Sanitaire	# Total de FS dans la région	FS fermées		FS fonctionnant à minima		FS Saccagées		Aires sanitaires abritant des PDI		Population Couvertes par structures en arrêt d'activités		Ambulances affectées
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
BOUCLE MOUHOUN	282	55	20%	102	36%	17	6%	47	17%	498 766	14%	8
CASCADES	126	16	13%	18	14%	15	12%	20	16%	322 251	9%	2
CENTRE EST	205	22	11%	21	10%	1	0%	80	39%	202 369	6%	0
CENTRE NORD	189	93	49%	33	17%	30	16%	30	16%	946 359	22%	3
CENTRE OUEST	247	6	2%	9	4%	0	0%	2	1%	38 359	1%	0
EST	189	53	28%	115	61%	3	2%	62	33%	519 944	11%	9
HAUTS-BASSINS	336	1	0%	0	0%	0	0%	0	0%	-	0%	0
NORD	265	81	31%	23	9%	40	15%	47	18%	501 391	11%	12
SAHEL	133	92	69%	39	29%	20	15%	31	23%	910 886	24%	12
SUD-OUEST	145	7	5%	3	2%	0	0%	33	23%	65 899	2%	0
Total des régions plus affectées	2 117	426	20%	363	17%	126	6%	352	17%	4 006 224	100%	46

Situation sanitaire à la date du 31 janvier 2024²⁴⁸

L'OMS note également « une pénurie en personnels de santé qui fuient les hostilités, des difficultés d'approvisionnement en médicaments, des insuffisances en matériel et équipements médico-techniques ». Le système de santé est parfois lui-même la cible des attaques. Depuis le début du conflit, 126 formations sanitaires ont été saccagées et 46 ambulances ont été retirées ou brûlées²⁴⁹.

Selon le Projet 21, les différentes raisons de non-accès aux soins de santé en 2023 au Burkina Faso sont les suivantes :



Raisons du non-accès aux soins de santé en 2023²⁵⁰

8.3. Sécurité alimentaire

Au 31 janvier 2024, 2,3 millions de personnes se trouvaient en état d'insécurité alimentaire selon l'OCHA :

²⁴⁸ OMS, 31/05/2024, [url](#)

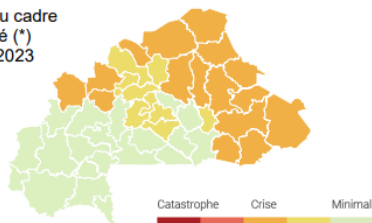
²⁴⁹ OMS, 31/05/2024, [url](#)

²⁵⁰ Project 21, 30/04/2024, [url](#)

2.3M

PERSONNES EN
INSECURITE
ALIMENTAIRE
(PHASE 3+)

Phases du cadre
harmonisé (*)
Oct-Déc 2023



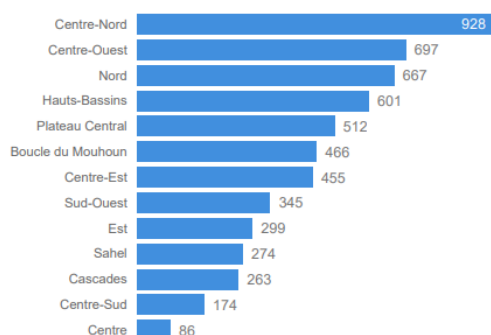
6K

Nouveaux cas de
malnutrition aiguë
sévère admis
Jan 2024

9K

Nouveaux cas de
malnutrition aiguë
modérée admis
Jan 2024

Nouveaux cas de malnutrition aiguë sévère par région

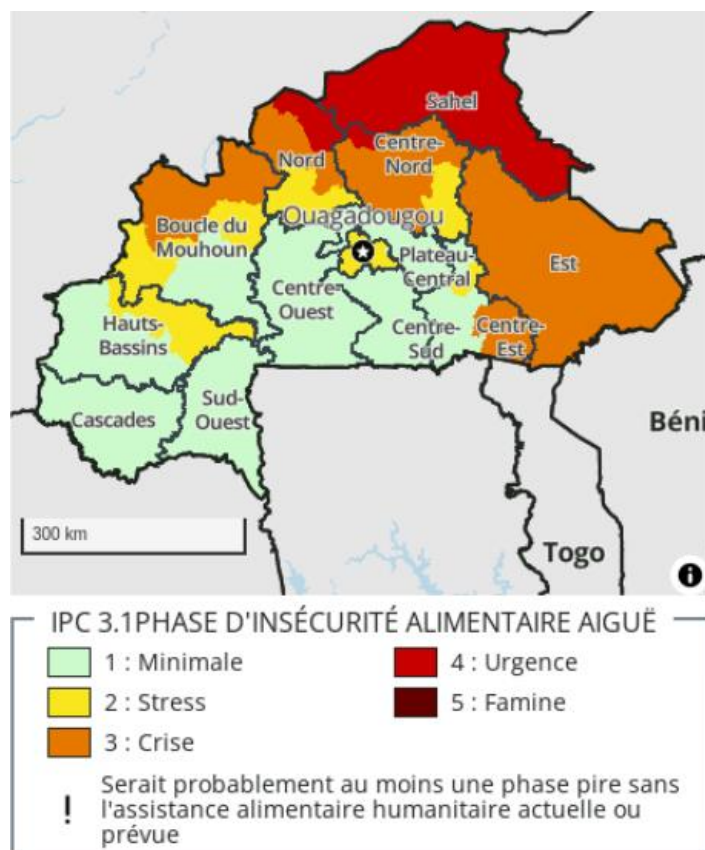


Sécurité alimentaire - Nutrition²⁵¹

En mai 2024, 30 localités à l'est et au nord du pays n'étaient accessibles que par escorte militaire ou hélicoptère²⁵². L'approvisionnement de nombreux marchés était également altéré. De juin à septembre 2024, le Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) projette une insécurité alimentaire représentée sur la carte suivante :

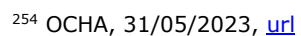
²⁵¹ OCHA, 31/04/2024, [url](#)

²⁵² FEWS NET, 06/06/2024, [url](#)



Tendances de l'insécurité alimentaire pour la période de juin à septembre 2024²⁵³

²⁵³ FEWS NET, 06/06/2024, [url](#)

Annexe 1 : Carte administrative du Burkina Faso²⁵⁴

Annexe 2 : Villes et villages sous siège au Burkina Faso en juillet 2023²⁵⁵

Villes et villages sous siège au Burkina Faso (à la date du mois de juillet 2023)

	Région	Province	Commune	Villes	Population	Début	I
1	Sahel	Soum	Baraboulié	Baraboulié	26 465	Jan, 2020	
2	Sahel	Yagha	Mansila	Mansila, Burkina Faso	25 065	Jan, 2020	
3	Cascades	Comoé	Mangodara	Mangodara, Burkina Faso	9 126	Jan, 2023	
4	Boucle du Mouhoun	Sourou	Tougan	Tougan, Boucle du Mouhoun, Burkina Faso	89 181	Jan, 2023	
5	Est	Komondjari	Gayeri	Gayeri, Gayéri, Burkina Faso	76 218	Jan, 2023	
6	Est	Tapoa	Diapaga	Diapaga, Burkina Faso	15 515	Jan, 2023	
8	Est	Kompienga	Kompienga	Kompienga, Burkina Faso	13 579	Jan, 2023	
9	Sahel	Soum	Djibo	Djibo, Soum, Burkina Faso	83 211	Feb, 2022	
10	Sahel	Soum	Tongomayel	Diguel, Tongomayel, Burkina Faso	7 372	Feb, 2022	
11	Sahel	Soum	Pobe-Mengao	Pobe, Pobe-Mengao, Burkina Faso	18 312	Feb, 2022	
12	Sahel	Soum	Nassoumbou	Nassoumbou	18 013	Feb, 2022	
13	Centre-Nord	Bam	Rollo	Rollo, Bam, Burkina Faso	42 191	Feb, 2023	
14	Centre-Nord	Bam	Rollo	Gondékoubé, Bam, Burkina Faso	4 191	Feb, 2023	
15	Sahel	Oudalan	Markoye	Markoye, Burkina Faso	28 486	Feb, 2023	
16	Centre-Nord	Bam	Rollo	Kiella, Bam, Burkina Faso	2 814	Feb, 2023	
17	Centre-Nord	Namentenga	Bouroum	Boulwogda	2 344	Feb, 2023	
18	Centre-Nord	Bam	Rollo	Lourfa, Bam, Burkina Faso	2 236	Feb, 2023	
19	Centre-Nord	Bam	Rollo	Kangaré, Bam, Burkina Faso	4493	Feb, 2023	
20	Sahel	Seno	Gorgadji	Gorgadji, Burkina Faso	34 005	Mar, 2021	
21	Est	Tapoa	Partiaga	Partiaga, Tapoa, Burkina Faso	6 000	Mar, 2023	
22	Boucle du Mouhoun	Kossi	Nouna	Nouna, la Kossi, Burkina Faso	32 428	Mar, 2023	
23	Sahel	Soum	Arbinda	Arbinda, Burkina Faso	45000	Apr, 2019	
24	Sahel	Seno	Dori	Bani	9015	Apr, 2023	
25	Sahel	Yagha	Solhan	Solhan, Burkina Faso	35 975	Jun, 2021	
26	Sahel	Yagha	Solhan	Dambini, Solhan, Burkina Faso	1 914	Jun, 2021	
27	Est	Kompienga	Pama	Pama, Burkina Faso	61 722	Jun, 2022	
28	Centre-Nord	Namentenga	Bouroum	Bouroum, Namentenga, Burkina Faso	6 481	Jun, 2022	
29	Centre-Nord	Namentenga	Barsalogho	Samba, Burkina Faso	5 722	Jun, 2022	
30	Sahel	Yagha	Sebba	Helga, Sebba, Burkina Faso	3 552	Jun, 2022	
31	Centre-Nord	Namentenga	Silmangué	Silmangué, Namentenga, Burkina Faso	2 677	Jun, 2022	
32	Sahel	Yagha	Sebba	Sebba, Burkina Faso	11 298	Jun, 2022	
33	Sahel	Yagha	Sebba	Bamori, Sebba, Burkina Faso	1 372	Jun, 2022	
34	Sahel	Yagha	Sebba	Tambondi, Sebba, Burkina Faso	1 372	Jun, 2022	
36	Sahel	Yagha	Sebba	Sago, Sebba, Burkina Faso	318	Jun, 2022	
37	Centre-Nord	Namentenga	Barsalogho	Barsalogho, Sanmatenga, Burkina Faso	98 553	Jul, 2022	
38	Est	Gourma	Tanwalbougou	Tanwalbougou, Gourma, Burkina Faso	4 991	Sep, 2020	
39	Sahel	Oudalan	Tin-Akoff	Tin-Akoff, Burkina Faso	8 831	Oct, 2021	
40	Centre-Nord	Namentenga		Damkarko, Namentenga, Burkina Faso	9295	Oct, 2022	
41	Est	Gourma	Fada Ngourma	Natiaboani	16 640	Nov, 2021	
42	Sahel	Soum	Kelbo	Kelbo, Burkina Faso	12 043	Dec, 2020	
43	Est	Komondjari	Foutouri	Tankoulou, Bartibougou, Burkina Faso	1 896	Dec, 2020	
44	Nord	Loroum	Titao	Quindigui, Loroum, Burkina Faso	4 378	Dec, 2021	
45	Nord	Loroum	Titao	Titao, Loroum, Burkina Faso	104 977	Dec, 2021	
46	Est	Tapoa	Kantchari	Kantchari, Burkina Faso	13 551	Dec, 2022	

²⁵⁵ AI, 11/2023, [url](#)

Bibliographie

Contacts directs

Expert de la situation sécuritaire au Sahel, conférence, 20/06/2024, identité et lieu non communiqués pour garantir la sécurité de cette source

Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, message par média social, 27/06/2024, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de cette source

Sources écrites et audiovisuelles

Afrique XXI (Chauvet C.), *Au Ghana, la délicate acclimatation des réfugiés burkinabè*, 09/05/2024, <https://afriquexxi.info/Au-Ghana-la-delicate-acclimatation-des-refugies-burkinabe#> [consulté le 08/07/2024]

Afrique XXI (Faivre A.), *Au Burkina Faso, la guerre selon « IB »*, 10/07/2023, <https://afriquexxi.info/Au-Burkina-Faso-la-guerre-selon-IB> [consulté le 03/07/2024]

Afrique XXI, *La lettre hebdomadaire #132 Disparition*, 28/06/2024, <https://afriquexxi.info/Disparition> [consulté le 03/07/2024]

Afrique XXI, *La lettre hebdomadaire #99. Remparts*, 10/11/2023, <https://afriquexxi.info/REMPARTS> [consulté le 03/07/2024]

Agence de presse africaine (APA), *Au Burkina, l'armée alerte sur des risques d'attentats dans les centres urbains*, 03/03/2024, <https://fr.apanews.net/news/au-burkina-larmee-alerte-sur-des-risques-dattentats-dans-les-centres-urbains/> [consulté le 03/07/2024]

Agence France-Presse (AFP) via Le Monde, *Au Burkina Faso, l'impasse des déplacés fuyant les djihadistes*, 03/06/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/06/03/au-burkina-faso-l-impasse-des-deplaces-fuyant-les-djihadistes_6237038_3212.html [consulté le 03/07/2024]

Agence France-Presse (AFP) via Voice of America (VOA), *Au Burkina Faso, la mobilisation générale contre "le terrorisme" est prolongée d'un an*, 28/03/2024, <https://www.voaafrique.com/a/burkina-prolongation-d-un-an-de-la-mobilisation-generale-contre-le-terrorisme-/7546923.html> [consulté le 03/07/2024]

Agence France-Presse (AFP) via Voice of America (VOA), *Une journaliste hantée par les viols des jihadistes au Burkina Faso témoigne*, 29/11/2023, <https://www.voaafrique.com/a/jihadistes-au-burkina-mariam-ouedraogo-journaliste-hant%C3%A9e-par-les-viols/7376684.html> [consulté le 03/07/2024]

Al Jazeera (AJ) (Lawal Sh.), *Is Burkina Faso on the cusp of another coup?*, 21/06/2024, <https://www.aljazeera.com/news/2024/6/21/is-burkina-faso-on-the-cusp-of-another-coup> [consulté le 03/07/2024]

Al Jazeera (AJ), *Al-Qaeda affiliate claims responsibility for June attack in Burkina Faso*, 16/06/2024, <https://www.aljazeera.com/news/2024/6/16/al-qaeda-affiliate-claims-responsibility-for-june-attack-in-burkina-faso> [consulté le 03/07/2024]

Amnesty International (AI), *« La mort nous guettait » Vivre sous siège au Burkina Faso*, 11/2023, https://www.amnesty.be/IMG/pdf/burkinafaso_20231102_rapport.pdf [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaiba H.), *The Sahel: Geopolitical Transition at the Center of an Ever-Worsening Crisis*, 08/02/2023, <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2023/sahel/> [consulté le 04/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acleddata/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Actor Profile : Volunteers for the Defense of the Homeland (VDP)*, 26/03/2024, <https://acleddata.com/2024/03/26/actor-profile-volunteers-for-the-defense-of-the-homeland-vdp/> [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Actor Profile: Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)*, 13/11/2023, <https://acleddata.com/2023/11/13/actor-profile-jamaat-nusrat-al-islam-wal-muslimin-jnim/> [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data & Tools*, s.d., <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 21/06/2024, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional Overview Africa. April 2024*, 10/05/2024, <https://acleddata.com/2024/05/10/regional-overview-africa-april-2024/#1716561890561-8cefa3eb-2370> [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional Overview Africa. December 2023*, 12/01/2024, <https://acleddata.com/2024/01/12/regional-overview-africa-december-2023/> [consulté le 03/07/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Burkina Faso. Conflict-induced displacement*, 06/04/2023, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20230406_acaps_briefing_note_burkina_faso_conflict_induced_displacement.pdf [consulté le 04/07/2024]

Aujourd'hui au Faso via Courrier international, *Tentative de coup d'Etat au Burkina Faso : «La ruecratie» sonne le cor, des officiers conjurés aux arrêts, d'autres en cavale*, 28/09/2023, https://www.courrierinternational.com/article/opinion-au-burkina-faso-la-pathologie-putschiste?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 03/07/2024]

Bertrand E., Dipama S., *Coups d'état et réactions populaires au Burkina Faso : l'échec de la consolidation démocratique ?*, in *Politique africaine*, Numéro 173, 2024, <https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2024-1-page-199?lang=fr> [consulté le 03/07/2024]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Carte de référence (A la date du 31 Janvier 2023)*, 11/05/2023, https://reliefweb.int/attachments/e6de2d68-cf6a-429d-8617-4d333eeb0b90/BFA_Map_A0_Carte%20de%20reference.pdf [consulté le 03/07/2024]

Burkina 24, *Ouagadougou: A night with the "Waiyan" at the AZIMO city roundabout*, 03/03/2024, <https://burkina24.com/2024/03/03/ouagadougou-une-nuit-avec-les-wayiyan-au-rond-point-de-la-cite-azimo/> [consulté le 01/07/2024]

Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'ouest (CENOZO), *Enlèvement du journaliste Atiana Serge Oulon : déclaration des Organisations professionnelles des médias*, 25/06/2024, <https://cenozo.org/enlevement-du-journaliste-atiana-serge-oulon-declaration-des-organisations-professionnelles-des-medias/> [consulté le 03/07/2024]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Siegle J., Williams W.), *Évaluer l'essor de la violence des islamistes militants en Afrique*, 16/03/2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/evaluer-lessor-de-la-violence-des-islamistes-militants-en-afrique/> [consulté le 03/07/2024]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *La crise au Burkina Faso continue son engrenage*, 12/09/2023, <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-crise-au-burkina-faso-continue-son-engrenage/>

Clingendael (Lebovich A.), "Sovereignty" means never having Clingendael Alert to say you're sorry: The Sahel's new geopolitics, 06/2024, https://www.clingendael.org/sites/default/files/CA_Sovereignty_means_never_having_to_say_youre_sorry.pdf [consulté le 03/07/2024]

Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), *Education under Attack 2024*, 06/2024, <https://protectingeducation.org/publication/education-under-attack-2024/> [consulté le 03/07/2024]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *COI Focus Burkina Faso. Situation sécuritaire*, 06/10/2022, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_burkina_faso_situation_securitaire_20221006.pdf [consulté le 08/07/2024]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *COI Focus Burkina Faso. Situation sécuritaire*, 13/07/2023, https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_burkina_faso_situation_securitaire_20230713.pdf [consulté le 08/07/2024]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *Nota. ACLED: Methodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 03/07/2024]

Commission nationale des droits humains (CNDH), *Déclaration publique*, 18/06/2024, <https://cndhburkina.bf/declaration-publique/> [consulté le 03/07/2024]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 03/03/2023, https://digitallibrary.un.org/record/3999468/files/S_2022_1019-FR.pdf?ln=fr [consulté le 03/07/2024]

Courrier international, *Géopolitique. Les juntas militaires du Sahel s'unissent au sein d'une nouvelle confédération*, 07/07/2024, https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-les-juntas-militaires-du-sahel-s-unissent-au-sein-d-une-nouvelle-confederation?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter [consulté le 09/07/2024]

Courrier international, *Junte. Chef de gendarmerie, businessman et politiciens enlevés : "C'est ça, le nouveau Burkina"*, 15/01/2024, <https://www.courrierinternational.com/article/junte-chef-de-gendarmerie-businessman-et-politiciens-enleves-c-est-ca-le-nouveau-burkina> [consulté le 03/07/2024]

Deutsche Welle (DW) (Assignon C.), *Au Sahel, une justice aux ordres des putschistes ?*, 25/06/2024, <https://www.dw.com/fr/au-sahel-une-justice-aux-ordres-des-putschistes/a-69473240?maca=fr-Twitter-sharing> [consulté le 03/07/2024]

Deutsche Welle (DW), *Burkina Faso: Army accused of executing civilians, babies*, 25/04/2024, <https://www.dw.com/en/hrw-report-burkina-faso-army-accused-of-executing-more-than-200-citizens/a-68916065?maca=en-Twitter-sharing> [consulté le 03/07/2024]

Deutsche Welle (DW), *Un climat de peur s'est imposé au Burkina Faso*, 11/03/2024, <https://www.dw.com/fr/burkina-faso-climat-de-peur/a-68496583> [consulté le 03/07/2024]

Duhamel J., *Burkina Faso – Map of jihadist militant groups activity (Jan-May 2024)*, 18/06/2024, https://www.julesduhamel.com/wp-content/uploads/2024/06/ao_burkina_complete-1.png [consulté le 03/07/2024]

Duhamel J., *Central Sahel – Map of jihadist militant groups activity (Jan-May 2024)*, 24/06/2024, <https://www.julesduhamel.com/central-sahel-map-of-jihadist-militant-groups-activity-jan-may-2024/> [consulté le 03/07/2024]

European Institute of the Mediterranean (IEMed) (Laessing U.), *The West Fast Losing Influence in the Sahel*, 2024, <https://www.iemed.org/publication/the-west-fast-losing-influence-in-the-sahel/> [consulté le 03/07/2024]

Famine Early Warning System Network (FEWS NET), *Burkina Faso Mise à jour des messages clés mai 2024 : Des longs délais entre les approvisionnements mettent la pression sur les maigres ressources dans les zones inaccessibles*, 06/06/2024, <https://reliefweb.int/attachments/c5d91dd2-f616-47f3-bdd8-21bb4d05b18f/bf-kmu-2024-05-fr-1717689601.pdf> [consulté le 03/07/2024]

Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), *Burkina Faso : Étude monographique sur la Démographie, la Paix et la Sécurité au Sahel. Cas du Burkina Faso*, 11/2020, <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/fr-etude-monographique-sur-la-demographie-la-paix-et-la-securite-au-sahel-cas-du-burkina-faso.pdf> [consulté le 10/07/2024]

France 24 via Youtube, *Burkina Faso : attaque d'ampleur d'al-Qaïda contre une localité près du Niger* [vidéo], 17/06/2024, <https://www.youtube.com/watch?v=Ifw5KKNa02k> [consulté le 03/07/2024]

France 24 via Youtube, *Mali, Burkina Faso et Niger : le Sahel face à une violence croissante* [vidéo], 04/07/2024, https://www.youtube.com/watch?v=QsaUO_UqKI4 [consulté le 03/07/2024]

France 24, *Attentats de Ouagadougou : le point sur l'enquête*, 18/01/2016, <https://www.france24.com/fr/20150118-burkina-faso-attentats-ouagadougou-enquete-assaillants-agmi-victimmes-forces-securite> [consulté le 08/04/2019]

France 24, *Au Burkina Faso, des volontaires pour la défense de la patrie désertent*, 27/05/2024, https://www.france24.com/fr/afrique/20240527-burkina-faso-vdp-volontaires-pour-la-d%C3%A9fense-de-la-patrie-d%C3%A9posent-les-armes?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=user&utm_slink=f24.my%2FAMIu [consulté le 03/07/2024]

France 24, *Burkina Faso : Human Rights Watch documente le massacre de 223 civils par l'armée régulière*, 25/04/2024, <https://www.france24.com/fr/afrique/20240425-burkina-faso-human-rights-watch-documente-le-massacre-de-223-civils-par-l-arm%C3%A9e-r%C3%A9guli%C3%A8re> [consulté le 03/07/2024]

France 24, *Massacres au Burkina Faso : des vidéos accablent l'armée burkinabè*, 14/05/2024, https://www.france24.com/fr/afrique/20240514-massacres-au-burkina-faso-des-vid%C3%A9os-accablent-l-arm%C3%A9e-burkinab%C3%A8?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=user&utm_slink=f24.my%2FAKZ2 [consulté le 03/07/2024]

Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P), *Atrocity Alert No. 385: Israel and the Occupied Palestinian Territory, Burkina Faso and Haiti*, 06/03/2024, <https://www.globalr2p.org/publications/atrocity-alert-no-385/> [consulté le 03/07/2024]

Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), *La menace silencieuse. Les enlèvements au Burkina Faso*, 07/03/2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/03/Flore-Berger-La-menace-silencieuse-Les-enle%C3%A8vements-au-Burkina-Faso-GI-TOC-Mars-2023.pdf> [consulté le 04/07/2024]

Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), *Burkina Faso. Aperçu des populations déplacées de force. Fiche d'information sur le pays – Avril 2024*, 04/2024, <https://reporting.unhcr.org/burkina-faso-map-forcibly-displaced-french-8441> [consulté le 03/07/2024]

Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), *Aperçu des personnes déplacées de force au 30 juin 2024*, 09/07/2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/109808> [consulté le 10/07/2024]

Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), *Rapport national de l'étude sur les « Obstacles à l'accès et à la continuité de l'éducation pour les enfants en situation de déplacement forcé dans la région du Sahel Central ».* Burkina Faso, 2023, https://reliefweb.int/attachments/dd8b9e86-ac41-4491-9e4f-f2762be406f4/BURKINA_Rapport%20national_FINAL.pdf [consulté le 10/07/2024]

Human Right Watch (HRW), *Burkina Faso : L'armée a massacré 223 villageois*, 25/04/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/04/25/burkina-faso-larmee-massacre-223-villageois> [consulté le 03/07/2024]

Human Right Watch (HRW), *Burkina Faso : La loi d'urgence cible les dissidents*, 08/11/2023, <https://www.hrw.org/fr/news/2023/11/08/burkina-faso-la-loi-durgence-cible-les-dissidents> [consulté le 03/07/2024]

Human Right Watch (HRW), *Burkina Faso : Les autorités ont recours à des enlèvements pour réprimer la dissidence*, 27/02/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/02/27/burkina-faso-les-autorites-ont-recours-des-enlevements-pour-reprimer-la-dissidence> [consulté le 03/07/2024]

Human Right Watch (HRW), *Burkina Faso : Les frappes de drones contre des civils constituent des crimes de guerre apparents*, 25/01/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/01/25/burkina-faso-les-frappes-de-drones-contre-des-civils-constituent-des-crimes-de> [consulté le 03/07/2024]

Human Right Watch (HRW), *Le Burkina Faso suspend de nouveau des émissions d'information télévisées*, 20/06/2024, <https://www.hrw.org/fr/news/2024/06/20/le-burkina-faso-suspend-de-nouveau-des-emissions-dinformation-televisees> [consulté le 03/07/2024]

Institut français des relations internationales (IFRI) (Gaulme F., Antil A.), *L'approche territoriale intégrée (ATI). Espoirs et limites d'une stabilisation locale au Sahel*, 08/07/2024, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_gaulme_antil_ati_sahel_2024.pdf [consulté le 08/07/2024]

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), *Monographie de la commune de Ouagadougou*, 12/2022, https://www.insd.bf/sites/default/files/2023-02/MONOGRAPHE%20DE%20OUAGADOUGOU_5E%20RGPH_0.pdf [consulté le 03/07/2024]

Institute for Economics and Peace (IEP), *Global Terrorism Index 2024*, 06/03/2024, <https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2024> [consulté le 03/07/2024]

Institute for Security Studies (ISS), *Repenser la gestion des changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique de l'Ouest*, 28/06/2024, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/uploads/pages/1720528840601-war-50-fr.pdf> [consulté le 03/07/2024]

International Crisis Group (ICG), *Burkina Faso : armer les civils au prix de la cohésion sociale ? Rapport Afrique N°313*, 15/12/2023, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/burkina-faso/burkina-faso/313-armer-les-civils-au-prix-de-la-cohesion-sociale> [consulté le 03/07/2024]

International Crisis Group (ICG), *Crisiswatch*, s.d., https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=21&crisis_state=&created=&from_month=1&from_year=2024&to_month=1&to_year=2024 [consulté le 03/07/2024]

International Crisis Group (ICG), *Tracking Conflict Worldwide*, s.d., https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=21&crisis_state=&created=&from_month=1&from_year=2024&to_month=1&to_year=2024 [consulté le 03/07/2024]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *[Enquête] Les disparus d'Ibrahim Traoré*, 28/06/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1577090/politique/les-disparus-dibrahim-traore/> [consulté le 03/07/2024]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Au Burkina Faso, des tirs (et des questions) autour de la présidence*, 18/05/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1569545/politique/au-burkina-faso-des-tirs-et-des-questions-autour-de-la-presidence/> [consulté le 08/07/2024]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Au Burkina Faso, une « hécatombe » pour l'armée à Mansila*, 18/06/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1578154/politique/au-burkina-faso-une-hecatombe-pour-larmee-a-mansila/> [consulté le 03/07/2024]

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Burkina Faso : à peine libéré, le lieutenant-colonel Zoungrana a été enlevé*, 29/05/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1572691/politique/burkina-faso-a-peine-libere-le-lieutenant-colonel-zoungrana-a-ete-enleve/> [consulté le 03/07/2024]

Jeune Afrique (JA), *Au Burkina Faso, 170 morts en un seul jour dans trois attaques*, 03/03/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1543558/politique/au-burkina-faso-170-morts-en-un-seul-jour-dans-trois-attaques/> [consulté le 03/07/2024]

- Jeune Afrique (JA), *Au Burkina Faso, la confusion règne autour d'Ibrahim Traoré*, 14/06/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1577621/politique/au-burkina-faso-la-confusion-regne-autour-dibrahim-traore/> [consulté le 03/07/2024]
- Jeune Afrique (JA), *Au Burkina Faso, les journalistes dans le collimateur d'Ibrahim Traoré*, 06/07/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1585182/politique/au-burkina-faso-les-journalistes-dans-le-collimateur-dibrahim-traore/> [consulté le 09/07/2024]
- Jeune Afrique (JA), *Au Burkina Faso, Mousbila Sankara libéré après une brève disparition*, 13/06/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1577306/politique/au-burkina-faso-mousbila-sankara-libere-apres-une-breve-disparition/> [consulté le 03/07/2024]
- Jeune Afrique (JA), *La situation sécuritaire est « plus qu'alarmante » au Burkina Faso*, 22/03/2024, <https://www.jeuneafrique.com/1550680/politique/la-situation-securitaire-est-plus-qualarmante-au-burkina-faso/> [consulté le 03/07/2024]
- Jeune Afrique (JA), *Le Burkina Faso suspend TV5 Monde pour six mois*, 19/06/2024, https://www.jeuneafrique.com/1579038/politique/le-burkina-faso-suspend-tv5-monde-pour-six-mois/?utm_source=Twitter&utm_campaign=Twitter&utm_medium=Social%20media [consulté le 03/07/2024]
- José Luengo-Cabrera (@J_LuengoCabrera), *Burkina Faso: civilian deaths* [X post], 25/04/2024, https://x.com/J_LuengoCabrera/status/1783493944661127465/photo/1 [consulté le 03/07/2024]
- José Luengo-Cabrera (@J_LuengoCabrera), *Central Sahel: conflict deaths* [X post], 30/01/2024, https://x.com/J_LuengoCabrera/status/1752379321782767826/photo/1 [consulté le 03/07/2024]
- La Croix (Douce S.), *Le Burkina Faso s'enfoncé dans la terreur*, 31/10/2023, <https://www.la-croix.com/international/Le-Burkina-Faso-senfoncé-terreur-2023-10-31-1201288947> [consulté le 03/07/2024]
- La Croix international, *Attentats au Burkina Faso : « les djihadistes ont très tôt intégré l'enjeu de s'attaquer à l'harmonie religieuse »*, 19/06/2024, <https://international.la-croix.com/fr/afrique/attentats-au-burkina-faso-les-djihadistes-ont-tres-tot-integre-lenjeu-de-sattaquer-a-lharmonie-religieuse> [consulté le 03/07/2024]
- Le Faso, *Burkina Faso : Dr George Rouamba réalise une enquête exploratoire sur les "Wayignan"*, 09/05/2024, <https://lefaso.net/spip.php?article130122> [consulté le 01/07/2024]
- Le Faso, *Transition au Burkina : « Nous, les "wayignans", assurons convenablement la garde, en ville comme en campagne, mais on ne peut pas tout divulguer ici » (Moussa Ouédraogo)*, 29/04/2024, <https://lefaso.net/spip.php?article129864> [consulté le 01/07/2024]
- Le Monde (Eydoux T., Roger B.), *La Brigade Bear, nouvel outil paramilitaire de la Russie en Afrique*, 06/07/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/07/06/la-brigade-bear-nouvel-outil-du-kremlin-en-afrique_6247284_3212.html [consulté le 08/07/2024]
- Le Monde (Le Cam M.), *Attentat de Ouagadougou : « C'était un carnage »*, 14/08/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage_5172354_3212.html [consulté le 09/05/2019]
- Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, d'étranges événements interrogent sur le sort du président Ibrahim Traoré*, 17/06/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/06/17/au-burkina-faso-d-etranges-evenements-interrogent-sur-le-sort-du-president-ibrahim-traore_6240980_3212.html [consulté le 03/07/2024]
- Le Monde (Le Cam M.), *Au Burkina Faso, la grogne des soldats s'amplifie contre le régime militaire*, 19/06/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/06/19/au-burkina-faso-la-grogne-des-soldats-s-amplifie-contre-le-regime-militaire_6241373_3212.html [consulté le 03/07/2024]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, « 170 personnes exécutées » en un seul jour lors d'attaques de villages*, 03/03/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/03/03/au-burkina-faso-170-personnes-executees-en-un-seul-jour-dans-des-attaques-de-villages_6219847_3212.html?lmd_medium=al&lmd_campaign=envoye-par-appli&lmd_creation=ios&lmd_source=twitter [consulté le 03/07/2024]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, la première base militaire russe d'Africa Corps*, 06/03/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/video/2024/03/06/au-burkina-faso-la-premiere-base-militaire-russe-d-africa-corps_6220477_3212.html [consulté le 03/07/2024]

Le Monde, Burkina Faso : 15 morts dans une « attaque terroriste » contre une église catholique, 25/02/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/25/burkina-faso-15-morts-dans-une-attaque-terroriste-contre-une-eglise-catholique_6218515_3212.html [consulté le 03/07/2024]

Le Monde, Burkina Faso : la chaîne d'information TV5 Monde suspendue pour six mois, 19/06/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/06/19/burkina-faso-la-chaîne-d-information-tv5-monde-suspendue-pour-six-mois_6241144_3212.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1718752605 [consulté le 03/07/2024]

Le Monde, La Cedeao craint la « désintégration » après la création d'une confédération par les régimes militaires sahéliens, 08/07/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/07/08/la-cedeao-craint-la-desintegration-apres-la-creation-d-une-confederation-par-les-regimes-militaires-saheliens_6247855_3212.html [consulté le 09/07/2024]

Le Monde, Sahel : les leaders salafistes, alliés inattendus des régimes putschistes, 26/02/2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/02/26/sahel-les-leaders-salafistes-allies-inattendus-des-regimes-putschistes_6218615_3212.html [consulté le 03/07/2024]

Le Site d'information africaine (LSI Africa), Le capitaine Ibrahim Traoré dans une zone de turbulences, 16/06/2024, <https://www.lsi-africa.com/fr/actualite-africaine/ibrahim-traore-grogne-armee-mutinerie.html> [consulté le 03/07/2024]

Les Ateliers de Cergy, Ouagadougou 2050 Vivre le quotidien à l'échelle du grand territoire, Cahier de Session de l'atelier international d'urbanisme de Ouagadougou 2050, 10/04/2019, https://ateliers.org/media/workshop/documents/190403_CAHIER_DE_SESSION_VF_2_web.pdf [consulté le 03/07/2024]

Libération (Faivre A.), Au Burkina Faso, la répression à plein régime : « Ils disent qu'on va aller au front et que si on est tués, tant mieux », 23/05/2024, https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-la-repression-a-plein-regime-ils-disent-quon-va-aller-au-front-et-que-si-on-est-tues-tant-mieux-20240523_CITJEEBNSRB47ARIGY5YBWJ6NQ/?redirected=1&redirected=1 [consulté le 03/07/2024]

Libération (Macé C.), Analyse. Au Sahel, l'amer bilan de dix ans de lutte antiterroriste, 12/05/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/05/12/au-sahel-l-amer-bilan-de-dix-ans-de-lutte-antiterroriste_1726419 [consulté le 03/07/2024]

Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), Burkina Faso: civilian deaths. Data: @ACLEINFO [X post], 25/04/2024, https://x.com/J_LuengoCabrera/status/1783493944661127465/photo/1 [consulté le 03/07/2024]

Luengo-Cabrera J. (@J_LuengoCabrera), Burkina Faso: violence & displacement [X post], 17/06/2024, https://x.com/J_LuengoCabrera/status/1802672766522446268 [consulté le 03/07/2024]

Nations unies – Conseil de sécurité, Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - Rapport du Secrétaire général (S/2024/521), 01/07/2024, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/activites-du-bureau-des-nations-unies-pour-lafrique-de-louest-et-le-sahel-rapport-du-secretaire-general-s2024521> [consulté le 10/07/2024]

Nations unies – Conseil de sécurité, Les enfants et les conflits armés - Rapport du Secrétaire général (A/78/842-S/2024/384), 03/06/2024, <https://reliefweb.int/attachments/bbbcb7dc-b3cc-47b2-80ab-62ccd8dc0336/n2409508.pdf> [consulté le 03/07/2024]

New York Times (NYTimes) (Peltier E., Triebert C.), 'They Shot at Us All': Burkina Faso Accused of Massacring Civilians, 16/05/2024, <https://www.nytimes.com/2024/05/11/world/africa/burkina-faso-massacre.html> [consulté le 03/07/2024]

Norwegian Refugee Council (NRC), Les crises de déplacement les plus négligées dans le monde 2023, 03/06/2024, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/neglected-2023/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-2023_french.pdf [consulté le 03/07/2024]

Oméga médias via Youtube, Burkina - Veille citoyenne : une nuit avec des « wayiyans » dans des ronds-points [vidéo], 05/02/2024, https://www.youtube.com/watch?v=b4IqBAYr_38 [consulté le 01/07/2024]

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) (Thurston A.), *"Military Coups, jihadism and insecurity in the Central Sahel"*, 01/05/2024, <https://www.oecd-ilibrary.org/deliver/522f69f1-en.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpaper%2F522f69f1-en&mimeType=pdf> [consulté le 03/07/2024]

Organisation mondiale pour la santé (OMS), *Bulletin n°5 du cluster santé - mai 2024*, 31/05/2024, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/bulletin-ndeg5-du-cluster-sante-mai-2024> [consulté le 03/07/2024]

Polski Instytut Spraw Międzynarodowych (PISM) (Bryjka F., Czerep E.), *Africa Corps—A new iteration of Russia's old military presence in Africa*, 05/2024, https://www.pism.pl/webroot/upload/files/Raport/PISM%20Report%20Africa%20Corps_.pdf [consulté le 03/07/2024]

Project 21, *Regional Protection Monitoring: Burkina Faso, Mali, Niger and Lake province in Chad*, 30/04/2024, <https://reliefweb.int/attachments/1dc5b08e-9f3a-4154-9ebd-d84b5307e86d/Project%2021%20Trends%20Report%202021-23.pdf> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *À Ouagadougou, Sergueï Lavrov souligne le rapprochement Russie-Burkina Faso*, 05/06/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240605-%C3%A0-ouagadougou-sergue%C3%AF-lavrov-souligne-le-rapprochement-russie-burkina-faso> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Africa Corps, le groupe paramilitaire russe dans les pas de Wagner en Afrique?*, 05/06/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240605-afrika-corps-le-groupe-paramilitaire-russe-dans-les-pas-de-wagner-en-afrique?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=shorty&utm_slink=rfi.my%2FAfQS [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: au moins 73 morts dans une attaque à l'est du pays revendiquée par le Jnim*, 03/04/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240403-burkina-faso-au-moins-73-morts-dans-une-attaque-%C3%A0-l-est-du-pays-revendiqu%C3%A9-par-le-jnim> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: des soldats maliens et des mercenaires russes de Wagner sont arrivés à Ouagadougou*, 18/06/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240618-burkina-faso-des-soldats-maliens-et-des-mercenaires-russes-de-wagner-sont-arriv%C3%A9s-%C3%A0-ouagadougou> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: des soldats tournent des vidéos se vantant des violences de l'armée envers des civils*, 15/05/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240515-burkina-faso-des-soldats-tournent-des-vid%C3%A9os-se-vantant-des-violences-de-l-arm%C3%A9e-envers-des-civils> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: des survivants racontent l'attaque de Mansila revendiquée par le JNIM*, 18/06/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240618-burkina-faso-des-survivants-racontent-l-attaque-de-mansila-revendiqu%C3%A9-par-le-jnim?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=shorty&utm_slink=rfi.my%2FAhax [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: disparition du journaliste Adama Bayala, critique du gouvernement de transition*, 03/07/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240703-burkina-faso-disparition-du-journaliste-adama-bayala-critique-du-gouvernement-de-transition?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=user&utm_slink=rfi.my%2FAkRZ [consulté le 04/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: incertitudes après un tir d'obus ce mercredi, les soldats appelés à regagner leur détachement*, 14/06/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240614-burkina-faso-incertitudes-apr%C3%A8s-un-tir-d-obus-ce-mercredi-les-soldats-appel%C3%A9s-%C3%A0-regagner-leur-d%C3%A9tachement?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=shorty&utm_slink=rfi.my%2FAgw5 [consulté le 10/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: la CNDH dénonce la situation des droits de l'homme dans le pays*, 20/06/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240620-burkina-faso-la-cndh-d%C3%A9nonce-la-situation-des-droits-de-l-homme-dans-le-pays?utm_medium=social&utm_campaign=x&utm_source=shorty&utm_slink=rfi.my%2FAi1W [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: le gouvernement rappelle l'obligation du service militaire*, 09/05/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240509-burkina-faso-le-gouvernement-recherche-ceux-n-ayant-pas-fait-leur-service-national-patriotique> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: les «gilets rouges», un groupe de jeunes qui menacent les voix critiques du pouvoir*, 21/04/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240421-burkina-faso-les-gilets-rouges-un-groupe-de-jeunes-qui-menacent-les-voix-critiques-du-pouvoir> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: une centaine de villageois tués dans l'Est*, 13/05/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240513-burkina-faso-une-centaine-de-villageois-tu%C3%A9s-pr%C3%A8s-de-fada-ngourma-dans-l-est> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Création de la Confédération des États du Sahel: «Un acte très inquiétant pour les populations de ces pays»*, 08/07/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240708-cr%C3%A9ation-conf%C3%A9d%C3%A9ration-%C3%A9tats-du-sahel-inqui%C3%A9tant-pour-les-populations-de-ces-pays?utm_slink=go.rfi.fr%2FQvt&utm_term=RFI&utm_campaign=twitter&utm_source=nonli&utm_medium=social [consulté le 09/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Grand reportage. Dans le camp de Zebilla au Ghana, les réfugiés du Burkina s'adaptent à leur nouvelle vie*, 23/04/2024, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20240423-dans-le-camp-de-zebilla-au-ghana-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-du-burkina-s-adaptent-%C3%A0-leur-nouvelle-vie> [consulté le 08/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Journalistes enlevés au Burkina: «un climat de peur et d'autocensure qui met en péril la liberté de la presse»*, 05/07/2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240705-journalistes-enlev%C3%A9s-au-burkina-climat-peur-et-d-autocensure-p%C3%A9ril-la-libert%C3%A9-de-la-presse-rsf?utm_slink=go.rfi.fr%2FbOm&utm_term=RFI&utm_campaign=twitter&utm_source=nonli&utm_medium=social [consulté le 09/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Liberté d'expression au Burkina Faso: «Ne cherchons pas à contrôler les idées, pensées ou opinions des personnes»*, 01/07/2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240701-libert%C3%A9-d-expression-au-burkina-faso-ne-cherchons-pas-%C3%A0-contr%C3%B4ler-les-id%C3%A9es-pens%C3%A9es-ou-opinions-des-personnes> [consulté le 03/07/2024]

Radio France internationale (RFI), *Religions du Monde. Mgr Laurent Dabiré: au Burkina Faso, «encourager les fidèles à vaincre la peur de l'autre»* [podcast], 27/07/2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/religions-du-monde/20230727-mgr-laurent-dabir%C3%A9-au-burkina-faso-encourager-les-fid%C3%A8les-%C3%A0-vaincre-la-peur-de-l-autre> [consulté le 03/07/2024]

Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB) via Youtube, *Regard croisé sur la veille citoyenne* [vidéo], 12/11/2023, <https://www.youtube.com/watch?v=bfoF7yAtP0M> [consulté le 01/07/2024]

REACH, *Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières : Burkina Faso, Avril 2024*, 28/06/2024, https://repository.impact-initiatives.org/document/impact/4746fdab/REG1903b_Situation_Overview_BFA_AVR24_VF.pdf [consulté le 03/07/2024]

Reporters sans frontières (RSF), *Burkina Faso : silence assourdissant des autorités après l'enlèvement d'Atiana Serge Oulon par des membres revendiqués des services secrets*, 25/06/2024, <https://rsf.org/fr/burkina-faso-silence-assourdissant-des-autorit%C3%A9s-apr%C3%A8s-l-enl%C3%A8vement-d-atiana-serge-oulon-par-des> [consulté le 03/07/2024]

Reporters sans frontières (RSF), *Trois journalistes enlevés en dix jours au Burkina Faso : les autorités doivent sortir du silence*, 03/07/2024, <https://rsf.org/fr/trois-journalistes-enlev%C3%A9s-en-dix-jours-au-burkina-faso-les-autorit%C3%A9s-doivent-sortir-du-silence> [consulté le 04/07/2024]

République du Burkina Faso, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales, *Rapport statistique mensuel de l'éducation en situation d'urgence du 31 mai 2024*, 10/06/2024, <https://reliefweb.int/attachments/5b6f34d9-8002-4f85-ab61-b8ef0d2f4c75/RAPPORT%20STATISTIQUE%20MENSUEL%20ESU%20MAI%202024.pdf> [consulté le 03/07/2024]

Reuters (Christensen S.), *How Burkina Faso's junta is conscripting critics to fight Islamist rebels*, 02/07/2024, <https://www.reuters.com/world/africa/how-burkina-fasos-junta-is-conscripting-critics-fight-islamist-rebels-2024-07-02/> [consulté le 04/07/2024]

Studio Yafa, *Burkina : Prorogation de la mobilisation générale et de la mise en garde pour une année*, 28/03/2024, <https://www.studioyafa.org/20293-burkina-prorogation-de-la-mobilisation-generale-et-de-la-mise-en-garde-pour-une-annee> [consulté le 03/07/2024]

The Guardian (Ahmed K.), *War crimes surge in Burkina Faso, the world's 'most neglected crisis'*, 30/06/2023, <https://www.theguardian.com/global-development/2023/jun/30/war-crimes-surge-army-islamist-militants-burkina-faso-worlds-most-neglected-crisis> [consulté le 03/07/2024]

The Guardian, *'They live with fear in their stomachs': increasing violence deepens crisis in Burkina Faso*, 05/07/2024, <https://www.theguardian.com/global-development/article/2024/jul/05/they-live-with-fear-in-their-stomachs-increasing-violence-deepens-crisis-in-burkina-faso> [consulté le 08/07/2024]

The New Humanitarian (TNH) (Courtright J.), *Ghana accused of expelling Fulani asylum seekers from Burkina Faso*, 18/04/2024, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2024/04/18/ghana-accused-expelling-fulani-asylum-seekers-burkina-faso> [consulté le 08/07/2024]

The New Humanitarian (TNH) (Saré W., Tringali G.), *'Nobody sees me': Photographing displacement in Burkina Faso's capital*, 10/01/2024, <https://www.thenewhumanitarian.org/photo-feature/2024/01/10/nobody-sees-me-photographing-displacement-burkina-fasos-capital> [consulté le 10/07/2024]

The Soufan Center, *IntelBrief: The Sahel Continues to Burn as the World Focuses Elsewhere*, 13/12/2023, <https://thesoufancenter.org/intelbrief-2023-december-13/> [consulté le 03/07/2024]

TV5 Monde, *Ghana : l'accueil des réfugiés burkinabés* [vidéo], 23/05/2024, <https://information.tv5monde.com/afrique/video/ghana-laccueil-des-refugies-burkinabes-2723041> [consulté le 08/07/2024]

United Nations Children's Fund (UNICEF), *Burkina Faso: New academic year starts with one million children out of school due to ongoing violence and insecurity – UNICEF*, 02/10/2023, <https://www.unicef.org/burkinafaso/en/press-releases/burkina-faso-new-academic-year-starts-one-million-children-out-school-due-ongoing> [consulté le 03/07/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Burkina Faso - Carte de référence A0 (A la date du 31 Janvier 2023)*, 31/01/2023, <https://www.unocha.org/publications/map/burkina-faso/burkina-faso-carte-de-reference-a0-la-date-du-31-janvier-2023> [consulté le 03/07/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Burkina Faso: Aperçu de la situation humanitaire (au 31 janvier 2024)*, 31/04/2024, https://reliefweb.int/attachments/de9584cc-b09f-4f55-9ead-95b2119fd4d1/BFA_Apercu_de_la_Situation_Humanitaire_au_31012024.pdf [consulté le 03/07/2024]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso*, s.d., <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiaWoiNmQxNzc3MjItMmE1Mi00Zjk1LTk4NTAtMGJOTmZMTM2MjE2IiwidCI6IjBmOWUzNWRLTU0NGYtNGY2MC1iZGNjLTlYlTYQxNmU2ZGM3MCIiImMiOj9> [consulté le 03/07/2024]